

Transcription de l'interview de Viviane Reding – Partie 1 (Sanem, 22 mai 2015)

Légende: Transcription de l'interview de Viviane Reding, députée au Parlement luxembourgeois de 1979 à 1989, membre du Parlement européen de 1989 à 1999 et depuis 2014, membre de la Commission européenne de 1999 à 2010 et sa vice-présidente de 2010 à 2014, réalisée par le Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe (CVCE) le 22 mai 2015 au Château de Sanem. Conduit par Elena Danescu, chercheur au CVCE, l'entretien porte particulièrement sur les sujets suivants: son enfance, sa jeunesse et sa formation, la naissance de son engagement politique, son mandat à la Chambre des députés, la personnalité et la méthode de travail de Pierre Werner, ses activités en tant que membre du Parlement européen, son engagement en tant que membre de la Commission européenne dans les domaines de l'éducation, de la culture, de la jeunesse, des médias et des sports, de la société de l'information et des médias et de la justice, des droits fondamentaux et de la citoyenneté et le Luxembourg et la construction européenne.

Source: Interview de Viviane Reding / VIVIANE REDING, Elena Danescu, prise de vue : Alexandre Germain.- Sanem: CVCE [Prod.], 22.05.2015. CVCE, Sanem. - VIDEO (02:31:42, Couleur, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/transcription_de_l_interview_de_viviane_reding_partie_1_sanem_22_mai_2015-fr-cada3d99-c8a0-438a-87e1-c1039f2721b6.html



Date de dernière mise à jour: 09/12/2016

Table des matières:

1. Enfance-jeunesse-formation.....	1
2. Naissance d'un engagement politique.....	5
3. Membre de la Chambre des Députés: 1979-1989.....	9
4. Membre du Parlement européen: 1989-1999.....	14
5. À la Commission européenne: 1999-2014.....	19
6. Le Luxembourg et la construction européenne.....	31

1. Enfance-jeunesse-formation

[**Elena Danescu**] Nous avons le grand honneur de recevoir au CVCE madame Viviane Reding, députée européenne, ancienne vice-présidente de la Commission européenne, mais surtout une force morale de l'Europe de ces dernières années. Madame Reding a accepté de nous livrer son témoignage historique sur la construction européenne et ce dans le cadre du projet de recherche Pierre Werner et l'Europe et en préparation de la présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne. Madame Reding bonjour.

[**Viviane Reding**] Bonjour.

[**Elena Danescu**] Et immensément merci d'avoir accepté cet entretien. Si vous le voulez bien, je vous propose de commencer avec un éclairage du début de votre parcours personnel. Vous naissez et grandissez à Esch-sur-Alzette. Pouvez-vous nous dresser un portrait de vos origines familiales?

[**Viviane Reding**] Eh bien papa était enseignant à l'école professionnelle comme on l'appelait à l'époque, au lycée technique comme on dirait aujourd'hui. Maman s'occupait du ménage et je viens d'une famille qui était très luxembourgeoise dans le sens qu'une bonne partie de la famille avait été dans la Résistance et j'ai vécu dans les retours des camps de concentration, dans les retours des prisons, dans les récits de... un de mes grands oncles était passeur et filieriste et d'ailleurs il a été fusillé à Besançon par les Nazis. Donc toute cette atmosphère, le Luxembourg, comment on le fait survivre, et la fierté du pays, la fierté de sa langue, la fierté de notre être, c'est un peu ça la base qui est aussi devenue après ma base politique.

[**Elena Danescu**] À l'époque, Esch-sur-Alzette est un centre important de la sidérurgie.

Comment se passe votre enfance dans cette ville, et quels souvenirs en gardez-vous, notamment en lien avec le contexte socio-économique de l'époque?

[Viviane Reding] C'est d'abord la ville européenne par excellence, parce qu'il y a un brassage de population extraordinaire. Vu que c'est la sidérurgie, on a besoin de main-d'œuvre. Cette main-d'œuvre ne peut pas être luxembourgeoise, on n'en a pas assez. Donc il y a énormément d'immigrés qui vivent à Esch-sur-Alzette et mon enfance était une enfance italienne en un certain sens. Parce qu'à l'époque où j'étais petite fille, c'était l'immigration italienne avant tout. J'ai appris l'italien dans la rue et alors c'est une histoire que j'ai toujours racontée par la suite quand j'ai répondu devant les télévisions italiennes en italien, j'ai dit: «Voilà mon italien n'est pas parfait parce que c'est l'italien de la rue. En me battant avec des petits Italiens contre des petits Italiens, et le souvenir que j'en ai lorsque ça se chauffait un peu trop, tout d'un coup on entendait 'Basta, la pasta' et c'était une maman italienne qui nous appelait dans sa cuisine pour nous pacifier autour de pâtes italiennes». Donc cette Europe, devoir vivre ensemble avec des gens qui sont tout différents, qui ont une culture différente, et finalement en jouant ensemble, on vit ensemble, on grandit ensemble, l'Europe je suis tombée dedans à Esch. Et puis la sidérurgie, bien sûr, ça a façonné mon caractère, je pense. Je suis un vrai *Minettsdapp*. Dans le sens que chez nous, c'était dur. On éclatait, on mettait le poing sur la table, on disait directement ce qu'on sentait. On apprenait tout mais pas la diplomatie. Mais on apprenait aussi cette amitié à la dure. C'est-à-dire qu'on se battait autour de quelque chose et ensuite on se réconciliait tout aussi rapidement. Mais ma manière d'être très directe en politique, de ne pas y aller par quatre chemins, c'est Esch-sur-Alzette, c'est le bassin minier, c'est la sidérurgie, c'est cette atmosphère qui régnait à l'époque.

[Elena Danescu] Avec ce bagage de valeurs et après ce brassage de culture, vous effectuez vos études secondaires au Lycée Hubert Clément, où vous obtenez votre diplôme de fin d'études secondaires en 1971. Quels souvenirs gardez-vous de cette période au *Meedecherslycée*?

[Viviane Reding] Ah oui, vous le dites très justement, c'était le *Meedecherslycée*. Quand je suis partie du lycée, on commençait à avoir des garçons, mais sinon c'était d'un côté le lycée de jeunes filles, de l'autre côté le lycée de garçons, et les rencontres se passaient sur les coins de rue au milieu. Mais sinon c'était un environnement complètement féminin. Je dois dire que ce que j'ai appris, ce sont plusieurs choses. Tout d'abord j'ai eu la grande chance, par mon père, d'avoir accès dès le plus jeune âge à sa bibliothèque. Et je savais lire et écrire avant d'aller à l'école primaire. Et j'ai toujours continué à lire. Mais je lisais n'importe quoi et n'importe comment. Au lycée, on a mis d l'ordre là-dedans. J'ai eu des professeurs qui m'ont appris la littérature. Et je suis très redevable.

J'ai appris une autre chose au lycée, à part de savoir correctement écrire, surtout le français et l'allemand. J'ai surtout appris à faire des résumés, ce qui m'a énormément servi. C'est drôle de dire ça, n'est-ce pas, mais faire un résumé, c'est-à-dire arriver à faire d'un grand texte un petit texte et d'en sortir l'essence, ça m'a servi dans ma carrière politique, dans ma carrière journalistique avant tout, et ça m'a servi aussi à l'université.

J'ai aussi appris quelque chose de très important au lycée, c'était la liberté de faire. J'ai eu des profs extraordinaires qui au lieu de me mettre dans une boîte, m'ont laissé la liberté de me développer, d'avoir mes propres idées. Ils m'ont poussée un peu pour que je puisse le faire et que je puisse prendre des initiatives. J'ai par exemple, lorsque je disais: «Quand même on s'ennuie dans ce lycée, il devrait y avoir du théâtre, de la danse, une chorale», les profs me disaient: «Fais-le». Alors j'ai fait. J'ai organisé les premiers pas de ce qui est aujourd'hui une équipe de théâtre très fameuse, mais dans les premiers pas, les lycéennes faisaient un spectacle dans lequel venaient ensuite la famille. Et bien c'est moi qui ai eu la liberté d'organiser cela. J'ai eu des profs qui m'ont appris la liberté de faire, ça m'a beaucoup servi dans ma vie.

[Elena Danescu] La période de vos études secondaires correspond aussi avec les premières années du Marché commun, de la crise de la chaise vide, l'Union douanière, ensuite il y avait la fusion des exécutifs, la relance européenne de La Haye, sans oublier le rapport Werner qui a suivi. Les questions communautaires suscitaient-elles déjà un intérêt chez vous à l'époque?

[Viviane Reding] Non. Au lycée, on ne parlait pas de politique ni de l'actualité. On parlait du passé, de la littérature, du savoir à accumuler, mais toutes ces questions-là je ne les ai jamais rencontrées au lycée. La seule chose que j'ai rencontrée au lycée, c'était Mai 68. Parce que comme toujours au Luxembourg, ça venait un peu avec un retard, et puis on a fait un semblant de révolution, c'était surtout les garçons qui la faisaient d'ailleurs. On se rencontrait au lycée de garçons pour faire la révolution qui était, à l'échelle luxembourgeoise, toute timide, mais c'est la seule chose qu'on apprenait en fait de la vie politique extérieure.

[Elena Danescu] Vous évoquez Mai 68, c'est forcément Paris. Pour vos études supérieures, vos études universitaires, vous choisissez Paris et la Sorbonne et votre parcours est couronné par un doctorat en sciences humaines. Pourquoi Paris et pourquoi les sciences humaines?

[Viviane Reding] Les sciences humaines, c'était un peu normal parce que j'étais toujours très très bonne en littérature, en écriture. D'ailleurs je vendais mon premier article de journal au Républicain Lorrain d'ailleurs, qui avait un bureau à Esch-sur-Alzette, à l'âge de 14-15 ans, et depuis j'ai gagné mon argent de poche, si vous voulez, en écrivant. Donc j'étais journaliste avant de l'avoir appris, tout simplement parce que je savais écrire, vu que j'avais tellement lu dans mon enfance. Et c'était normal pour moi de vouloir faire des langues.

Et puis Paris, pourquoi Paris? Parce que je venais d'un milieu quand même assez francophone, c'était la famille aussi à cause de la Deuxième Guerre Mondiale je crois et des expériences faites par la famille résistante, on regardait du côté de la France. Et donc pour moi c'était Paris. À Paris, j'ai commencé à faire de la littérature, ça m'a vite embêtée parce que les Parisiens, les Français, parlent un peu trop. C'est un peu trop de blabla et un peu trop de savoir à accumuler sans avoir des idées soi-même. Je suis vite passée de la littérature à la linguistique. La linguistique j'en avais vite fait le tour parce que c'est assez technique quand même.

Et puis j'avais une chance énorme, c'est qu'à ce moment-là il y avait Umberto Eco et Roland Barthes aux Hautes Études, et je suis toujours passée aux Hautes Études pour des conférences...

Umberto Eco, avant qu'il ne devienne écrivain d'ailleurs. C'était un sémiologue très connu, et Roland Barthes le père de la sémiotique... Donc et je me suis lancée dans la sémiologie. Et là aussi j'ai rencontré des professeurs qui me laissaient tout simplement faire. C'était quelque chose qui me passionnait parce qu'il n'y avait rien. Je ne devais pas compiler des livres, il n'y en avait presque pas, donc je pouvais développer mes propres théories, ce qui m'a passionnée. J'ai écrit une thèse de doctorat qui ne faisait pas plus de 120 pages, une toute nouvelle théorie pour analyser les molécules, les atomes de la communication. Vous imaginez les Parisiens m'ont laissée aller à Stratford-upon-Avon pour travailler sur le corpus du Macbeth mis en scène par la Royal Shakespeare Company, du jamais vu, et le traduire dans une théorie de l'analyse d'un texte mis en scène, donc aussi des distances, des lumières, des voix, des couleurs, des objets. C'était passionnant, j'ai eu une chance énorme avec mes professeurs qui m'ont toujours appris la liberté de faire, la liberté d'inventer et la liberté de présenter les résultats de mes inventions.

[Elena Danescu] Paris était donc une étape importante dans ce développement de votre liberté de penser, de vos attributs d'éclaireur dans pas mal de domaines.

[Viviane Reding] Oui, parce que là aussi j'aidais à la Biermans, à la Fondation Biermans-Lapôte, et je dois dire un grand merci à nos amis belges d'avoir donné cette chance aux Luxembourgeois d'avoir une maison à eux aussi à la cité internationale. Et c'est à la cité internationale qu'on apprenait la géopolitique, parce que là il y avait des jeunes qui venaient du monde entier. C'est là que j'ai rencontré les premiers Iraniens, j'apprenais ce que c'était la politique iranienne, je n'avais aucune idée de ça avant. Donc la géopolitique, véritablement, je l'ai connue à Paris, c'était magnifique.

J'ai aussi fait les premiers pas de féministe à Paris, parce que ce qui est très intéressant et peut-être moins évident... Le féminisme est né de Mai 68 parce que... disons-le comme ça : c'était surtout les hommes qui faisaient la révolution et puis c'était le repos du guerrier et les femmes étaient bonnes pour organiser le repos du guerrier. À un certain moment elles en avaient marre. Et c'était le féminisme absolu à ce moment-là. Les premières grandes manifestations... «Mon ventre m'appartient», les manifestations pour la contraception et l'avortement, le féminisme extrême, «Nous les femmes, nous n'avons pas besoin d'hommes», la mise à l'écart de l'homme, tout simplement. Je suis venue à l'époque du féminisme le plus ultra et c'était un apprentissage que j'ai affiné au fil des années parce que j'ai compris que ce n'était pas ça du tout parce que j'ai compris qu'il fallait un équilibre entre hommes et femmes et une reconnaissance des talents féminins et ce n'est pas par hasard que dans mon troisième mandat, le président de la Commission m'ait donné la question féminine à gérer au niveau de la Commission.

[Elena Danescu] Vous avez évoqué votre mandat à la Commission européenne. Justement, les questions européennes, les questions communautaires arrivent-elles à susciter votre intérêt durant vos études universitaires?

[Viviane Reding] Non, pas encore. C'est plutôt la géopolitique. L'Europe n'existe pas, les États existent. Il y a la France dans laquelle je vis, avec ses difficultés politiques. Je commence

fortement à m'intéresser à la politique française parce que je suis à Paris. Je m'intéresse aussi à la politique nationale des autres parce que je côtoie des jeunes qui viennent du monde entier. Donc c'est plutôt la géopolitique dans le vécu et dans la rencontre avec les jeunes que je rencontre. Mais l'Europe, pas encore. Elle n'est pas encore dans mon esprit lorsque je suis à Paris.

2. Naissance d'un engagement politique

[Elena Danescu] Vous avez découvert très tôt votre vocation de faire de la politique et de vous engager. Comment et à quelle époque est né votre engagement politique et pourquoi avez-vous choisi le parti chrétien-social (CSV) pour mener à bien cette vocation?

[Viviane Reding] Tout d'abord, pourquoi le parti chrétien-social? Et bien primo parce que je viens d'une famille conservatrice chrétienne sociale, mais côté conservateur, plutôt très moderne aussi parce qu'ils ont donné la liberté à la jeune fille que j'étais de se développer. Deuxièmement, notre voisin à Esch-sur-Alzette, c'était Jean Wolter, donc j'avais un contact très direct avec un des leaders historiques du parti chrétien-social. Troisièmement, parce que dans le contexte d'Esch-sur-Alzette, j'ai été confrontée au fait ouvrier, donc les syndicats, et le premier contact que j'avais eu dans ce contexte-là, c'était avec le LCGB. Et l'autre élément en tant que jeune journaliste freelance, j'avais bien commencé au Républicain Lorrain et puis j'ai continué au Luxemburger Wort, donc le Luxemburger Wort très proche à l'époque, voir Jean Wolter, des démocrates-chrétiens, c'était un peu naturel que je me dirige dans cette direction.

Maintenant, pourquoi la politique? Et bien c'était à cause d'une expérience que j'avais faite à Paris parce que je travaillais à Paris, pas seulement que j'étudiais, je gagnais toujours mon argent et j'écrivais à l'époque des programmes de radio pour expliquer aux femmes africaines pourquoi il vaut mieux mettre un bébé au sein que de lui donner de l'eau contaminée avec du Nestlé dedans. Je simplifie. Je gagnais bien mon salaire et puis à un certain moment ils disent: «Oui, on continue votre contrat». J'ai dit: «Oui, mais qu'est-ce qui arrive? Est-ce que quelqu'un a fait une analyse? Quel effet ont mes programmes de radio sur les femmes africaines? Est-ce qu'elles changent d'optique? Parce que sinon je dois changer d'optique dans mon message.» J'ai appris qu'en fait ces programmes de radio n'ont jamais été diffusés. Et là je me suis dit: «Mais c'est quand même incroyable! Je vais arrêter d'écrire des programmes de radio, je vais décider ce qui sera mis à l'antenne. Et donc je dois faire de la politique.» Parce qu'en Afrique, c'était très politique. Et donc j'ai décidé de faire de la politique.

Je suis allée chez Jean Wolter pour lui dire que j'allais faire de la politique. Il a presque mangé sa pipe, avalé sa pipe, a dit: «Et pourquoi?» J'ai dit: «Parce que moi je vais prendre des décisions». Il a éclaté de rire, il a dit: «Tu crois vraiment qu'en politique on prend des décisions et elles sont appliquées?» Ah oui, je lui ai expliqué pourquoi ça se faisait comme ça. Il était fou, il était mort de rire. Puis il a dit: «C'est très bien, très bien, très bien». Quelques semaines plus tard, il m'appelle, il me dit: «Tu as toujours cette idée folle de vouloir faire de la politique?»

J'ai dit: «Oui oui, bien sûr». Et puis il m'a mise en contact avec Pierre Werner. Et voilà.

[Elena Danescu] Votre engagement et votre résolution à faire quelque chose pour les autres produisent leurs premiers résultats lors des élections législatives de 1979, quand vous déposez pour la première fois votre candidature à la Chambre. Vous êtes élue haut la main. 1979 c'est en même temps l'année du retour au pouvoir de Pierre Werner, après ce qu'il avait nommé sa traversée du désert. Avant de revenir sur le profil de Pierre Werner, permettez-moi de vous demander comment avez-vous mené votre première campagne électorale?

[Viviane Reding] À l'époque, les périodiques, les journaux étaient extrêmement politisés dans le sens non pas idéologique mais dans le sens d'être près d'un parti politique. Et là il y a eu un autre homme dans ma vie qui a eu une importance majeure, c'était le rédacteur en chef, le directeur du Luxemburger Wort, André Heiderscheid. J'étais journaliste professionnelle au Luxemburger Wort à partir de 1978 mais bon on me parquait dans les chiens écrasés, puis dans la famille, et puis dans tout ce que une femme était censée faire au Luxemburger Wort et dans le journalisme en général. Et je suis allée voir André Heiderscheid. Je disais: «Moi, je veux faire du journalisme politique». Au départ, il m'a mis à la porte de son bureau en m'expliquant à voix haute que je pourrais être heureuse d'être admise en tant qu'être féminin dans la rédaction et que je fasse ce que les êtres féminins ont vocation à faire et que je laisse bas mes pattes du journalisme politique. Bon. Une semaine plus tard, il m'appelle dans son bureau, il avait changé d'idée et il m'a expliqué que: «Bon, on va essayer».

Et donc je me lance dans le journalisme politique, et c'est à travers le journalisme politique en fait que j'ai été élue. Parce qu'André Heiderscheid m'a donné l'occasion de faire des commentaires politiques aussi, et cela était comme un *Minettsdapp* le fait, c'était du noir ou du blanc. Il a vu qu'on était à l'opposition, c'était du journalisme de combat. Les gens adoraient lire mes petits commentaires, donc tout le monde connaissait Viviane Reding. Et c'est comme ça que j'ai pu gagner les premières élections, vu que je ne viens pas d'une famille qui faisait la politique vu que personne ne me connaissait, c'est à travers le journalisme politique que j'ai réussi à me faire élire et ce journalisme politique à l'époque était tout à fait normal. Il y a eu des journalistes politiques dans tous les quotidiens et c'était du dur à l'époque. Donc c'est le journalisme qui m'a amenée en politique.

[Elena Danescu] Vous avez évoqué votre rencontre avec Pierre Werner. Pouvez-vous éclairer davantage dans quelles circonstances avez-vous rencontré Pierre Werner et quels souvenirs gardez-vous de cette première rencontre?

[Viviane Reding] J'en garde un souvenir absolument fou, c'est d'ailleurs aussi une histoire qui ne me sort jamais de tête parce que je ne connaissais pas le personnage de Pierre Werner. J'en avais entendu parler comme un peu tout le monde mais je ne me rendais pas compte quel immense monument était Pierre Werner. Donc Jean Wolter dit: «Écoute, tu vas aller voir Pierre Werner». Ok, je vais aller voir Pierre Werner. À l'époque j'avais des longs cheveux jusqu'aux fesses, une minijupe qui couvrait à peine les fesses et c'était la grande mode des cuissardes, donc j'avais des cuissardes jusque-là. Donc imaginez Pierre Werner, l'homme très traditionnel,

moi j'arrive avec ma minijupe jusque-là, mes cuissardes jusque-là, mes longs cheveux jusqu'au fesses, j'entre dans son bureau, je vois qu'il ouvre la bouche et la referme et n'est plus très bien capable de dire quoi que ce soit. Bon, on parle d'une façon très civilisée, il me demande ce que je veux faire, je lui explique la vie comme j'ai toujours fait et la politique aussi. Il écoute, il écoute. Et puis après il dit qu'il va réfléchir et qu'il va me recontacter. Je descends du bureau de Pierre Werner, devant la porte je rencontre Jean Wolter. Jean Wolter me dit: «Qu'est-ce que tu fais là?» Je dis: «J'étais chez Pierre Werner». Jean Wolter me regarde: «Comme ça?», il me dit en regardant ma tenue, qui était très cool.

[**Elena Danescu**] Vous étiez une femme de votre temps, en même temps.

[**Viviane Reding**] Oui! Mais pas adaptée pour aller voir Pierre Werner. Alors Jean Wolter me dit: «Attends là, ne bouge pas, je vais lui expliquer». Il est monté chez lui, et je lui dis: «Lui expliquer quoi?» «Que ce n'est pas ce qu'il croit.» Quelques semaines plus tard, Pierre Werner me téléphone pour me demander si je veux être sur la liste, et il dit que je dois réfléchir et qu'il va me rappeler une semaine plus tard. «Non, non, non, non, monsieur Werner, vous n'avez pas besoin de me rappeler, c'est oui.» «Si, si, si, vous devez réfléchir.» Je dis: «Mais j'ai réfléchi, c'est pour ça que c'est oui, c'est oui.» «Ah bon», dit-il, «Ah bon. Moi je pensais que vous deviez réfléchir». J'ai dit: «Non, c'est réfléchi, ça y est». Et bon j'étais déjà comme par après. J'étais déjà à l'époque comme ça. Ça c'était ma première rencontre avec Pierre Werner, un peu anecdotique.

Ensuite j'ai compris en fait ce que Pierre Werner a fait. Il a hérité d'un parti où il n'y avait que des hommes d'un âge certain. Il n'y avait pas de jeunes, ni de jeunes garçons d'ailleurs, il n'y avait pas de femmes, surtout pas de jeunes femmes. Et lui il a pris l'initiative de dépoussiérer tout cela. De donner une chance aux jeunes, de les laisser faire. Il ne nous a pas mis dans un moule. Moi par exemple il ne m'a jamais dit que je ne dois pas mettre mes cuissardes et mes minijupes. Il nous a tout simplement laissés faire. Je me rappelle, lors de la campagne électorale, où nous prenions la parole et pour le membre lambda du parti, c'était un peu inhabituel, ce que nous racontions. Je racontais des choses aussi devant la foule ébahie et je me retournais et je voyais que derrière il y avait Pierre Werner qui faisait cela [*Madame Reding fait un geste d'apaisement*] pour les gens qui étaient dans la salle. En fait, il leur disait, par ces gestes: «Laissez ces jeunes, laissez les dire. Écoutez, laissez comme ça, ne dites rien. Je suis là, je suis le garant qui va faire de sorte que cela aille bien.» Et puis ça a été accepté qu'il y ait ces jeunes sauvages qui n'avaient pas du tout le profil de ce parti très conservateur, très poussiéreux, mais qui voulaient faire la révolution tout autrement. Et Pierre Werner disait: «Laissez-les faire». Et il nous laissait faire dans la politique, jusqu'à un certain point, où il nous disait stop. Et donc nous pouvions prendre des initiatives. Nous pouvions donner cette image complètement différente d'un parti qui après la traversée du désert s'est rénové, laisse la parole aux jeunes, et cela je l'ai appris aussi et je l'ai toujours fait après dans la politique, avec cette garantie qu'il y a l'innovation, les nouvelles idées et la sagesse et l'expérience derrière, qui équilibrent les deux.

[**Elena Danescu**] Vous avez évoqué l'influence de Pierre Werner dans le renouveau du parti.

Comment a-t-il influencé la doctrine et ensuite l'évolution du Parti au plan intérieur et international?

[Viviane Reding] Sur le plan intérieur, c'est difficile à dire mais je crois que rien que le fait qu'il ait dépoussiéré, qu'il ait laissé entrer dans la politique les jeunes et donc un renouveau, donc nécessairement des idées moins vieillottes, parfois un air de révolution même, qu'il a calmé pour que ça ne dévie pas, c'était ça son action à l'intérieur. Pierre Werner n'a jamais été un homme de parti. Ça il laissait aux autres. Lui c'était un dirigeant. Un homme d'État, pas un homme de parti. Et cet homme d'État aussi vers l'extérieur a fait son effet. Parce que le Luxembourg a toujours besoin d'hommes d'État. De gens qui s'élèvent au-dessus de la politique politicienne de la vie de tous les jours qui nécessairement existe en politique, qui s'élèvent un cran au-dessus et qui savent mener le parti, qui savent mener le pays vers l'avenir. C'est ça le rôle qu'a joué Pierre Werner, ce n'était pas un rôle de parti politique.

[Elena Danescu] Vous avez évoqué les qualités de mentor de Pierre Werner par rapport aux jeunes générations. Avez-vous souvenirs de la façon dont Pierre Werner a préparé ses continuateurs et ses plus jeunes collaborateurs pour le suivre comme leader de l'État et leader européen?

[Viviane Reding] Je crois qu'il nous a montré comment faire. Nous observions son savoir-faire. Par exemple, vous parlez de la sidérurgie. Je me rappelle très très bien qu'une des leçons majeures que j'ai reçues en politique, c'était... en fait il y en a eu deux. Une liée à la sidérurgie et une liée aux technologies aux médias. Celle liée à la sidérurgie: il y a la grave crise sidérurgique lorsqu'on arrive au pouvoir fin des années 1970. Et Pierre Werner me dit: «Tu sais, il m'est arrivé une chose incroyable. Pour la première fois de ma vie, à cause de la politique, je n'ai pas réussi à dormir. Ça ne m'arrivera pas une deuxième fois», a-t-il dit. «Mais toi», m'a-t-il dit, «si tu ne peux plus dormir à cause de la politique, sors-en. Sors-en tout de suite.» «Ah». Et puis j'ai vu comment il prenait ça en main. Comment il a réussi à innover complètement la manière de faire de la politique, parce que la tripartite, mettre autour d'une table, pour sauver le Luxembourg, le patronat, le salariat et la politique et tenir ça grâce à sa puissance d'homme d'État et réussir une chose incroyable où on coupait les salaires où on montait les taxations pour sauver le Luxembourg. Et bien c'était une grande leçon de faire politique. J'ai d'ailleurs beaucoup de temps réfléchi à comment il faisait, comment il réussissait l'impossible. Le Luxembourg aurait pu être détruit à l'époque. Il a été sauvé.

Et puis quand je l'ai prendre les initiatives complètement folles en matière de médias en faisant du Luxembourg un pays de satellites. Mais quelle folie! On était beaucoup trop petits! Et puis ça n'allait pas! Et puis il a amené des non-Luxembourgeois pour nous aider à créer SES, la Société européenne des satellites. Tout le monde a pensé qu'il était fou à lier. Et non, lui, il savait très très bien où il fallait aller.

Et il y a encore un troisième exemple, et c'est celui-là qui m'a amenée à la politique européenne. Quand il y a eu la crise du franc belge. Et je me rappelle la fureur, je l'ai vu une fois furieux Pierre Werner, et ça c'était quand les Belges avaient dévalué la monnaie belgo-

luxembourgeoise sans en avoir informé le président du gouvernement luxembourgeois. Il était devenu furieux, Pierre Werner. Et il a dit: «Ça c'est la dernière fois». Et c'est à ce moment-là où j'ai compris quelle action Pierre Werner a menée pour que nous ayons, nous collectivement, mais nous Luxembourgeois en premier, une monnaie commune. Parce qu'il avait très bien compris et ça depuis très longtemps, parce qu'il avait pensé ça depuis les années 1960 mais ça je ne l'ai su que plus tard quand j'ai commencé à analyser ce que Pierre Werner avait fait, quand il a voulu pour les Luxembourgeois une monnaie commune, une monnaie partagée avec les grandes nations où nous serions autour de la table pour codécider ce qui se ferait avec une monnaie commune. Et plus ceux qu'on informait après que les Belges ont décidé de dévaluer sans même nous informer. C'est à ce moment-là que j'ai compris l'action européenne politique que ce pays devait prendre, l'action européenne pour survivre en tant que nation, ça je l'avais appris dès mes connaissances de la Deuxième Guerre Mondiale. Mais les autres choses, plus techniques, je les ai apprises à partir de ce moment-là.

3. Membre de la Chambre des Députés: 1979-1989

[Elena Danescu] Après votre premier mandat de députée, il y a un deuxième mandat et vous êtes également membre de l'assemblée parlementaire du Benelux. Pouvez-vous nous dire un mot du fonctionnement et du rôle de cette assemblée à l'époque?

[Viviane Reding] Il y a deux assemblées qui étaient très intéressantes: l'assemblée Benelux, je vais vous en parler, mais aussi le Parlement de l'OTAN, où j'étais membre aussi.

Alors l'assemblée Benelux, je suis aussi tombée dedans sans m'en rendre compte parce que le CSV avait un poste de président de la commission de l'agriculture. Personne ne voulait le faire, ne savait le faire, on a dit: «Tu le fais». Moi je n'avais aucune idée de l'agriculture, j'étais une fille de la sidérurgie, pas de l'agriculture. Je ne savais pas la différence entre une vache et un taureau. Nulle.

Alors j'arrive là dans une commission où il y avait les syndicalistes du monde agricole, surtout les Belges et les Néerlandais. Et je présidais la commission mixte Belgique-Luxembourg-Pays-Bas, en n'ayant aucune idée de rien. Et je faisais comme si je savais tout. Ça n'a pas mis longtemps avant qu'ils comprennent que non, je n'étais pas la fille d'un agriculteur, non je n'y connaissais vraiment rien du tout, et là j'apprenais comment on pouvait travailler ensemble au niveau multinational. Parce qu'ils étaient tellement gentils avec moi. Ils m'ont vraiment appris l'agriculture et comment faire. Ils m'ont aidée, ils m'ont donné un coup de main, les collègues des trois autres pays et ma présidence a été un vrai succès aussi parce que je n'avais pas un style présidentiel, mais parce que j'apprenais ce qu'eux savaient et ensemble on faisait. Donc j'ai appris au parlement Benelux ce que mes ancêtres savaient depuis très longtemps. Le Benelux est un laboratoire et il faut utiliser ce laboratoire pour aller de l'avant. C'était un laboratoire aussi pour, par exemple, la libre circulation. J'ai appris la libre circulation dans le parlement Benelux, la collaboration, et cet apprentissage-là, j'ai réussi à le mettre en pratique plus tard

lorsque je suis arrivée au Parlement européen.

Au parlement de l'OTAN, j'ai appris les Américains. Parce que le parlement de l'OTAN était dirigé par les parlementaires du sénat et de la *House of Representatives* américains, quelque chose que je connaissais pas du tout. J'ai appris la politique américaine à ce moment-là. J'ai aussi appris la politique de la défense, ça m'a beaucoup servi par la suite, et je suis devenue présidente de la commission conservatrice, démocrate-chrétienne à l'époque au parlement de l'OTAN. Vous imaginez bien, j'ai des anecdotes à n'en plus terminer parce que j'étais une dirigeante du parlement et vous imaginez bien, quand on faisait nos voyages militaires, que les généraux n'avaient rien à faire avec une jeune femme comme j'en étais une. Ils saluaient toujours mes collègues et ils pensaient que j'étais la secrétaire. Mais en fait c'était moi qui faisais les discours. Ils étaient gris dans le visage, ils n'auraient jamais pensé ça, ils pensaient que c'était le monde complètement à l'envers. Et j'ai appris comment on peut, dans un monde masculin, parce qu'on était deux ou trois femmes au parlement de l'OTAN à ce moment-là, comment on peut gérer un monde complètement masculin qui se concentre sur les problèmes géopolitiques de la défense. Un autre apprentissage extrêmement intéressant.

[Elena Danescu] Mais c'est aussi une question de compétences que vous aviez et c'est également une question de savoir établir le consensus que peut-être vous-même en tant que Luxembourgeoise aviez, comme une marque de fabrique que tous les leaders luxembourgeois ont?

[Viviane Reding] Et ça c'est un de nos grands avantages en politique. Parce que nous ne voulons pas diriger, nous voulons être au service d'une cause et d'un fonctionnement. Donc qui pourrait faire ça mieux qu'un Luxembourgeois qui comprend déjà de par son essence la diversité culturelle, la diversité linguistique et la diversité du fonctionnement politique qui n'est pas uniforme du tout. Les Allemands font de la politique tout à fait différemment des français, etc. Donc on a un grand avantage en tant que Luxembourgeois. Et j'ai toujours observé nos hommes d'État, Pierre Werner, Jacques Santer, comment ils opéraient, comment ils réussissaient à faire que les gens puissent trouver des décisions ensemble. C'est une spécificité luxembourgeoise. Savoir le faire beaucoup mieux que tous les autres, c'est avec ça qu'on peut se défendre au niveau international.

[Elena Danescu] Pierre Werner était un artisan du consensus, on va y revenir plus tard. Durant son dernier mandat, il a été également ministre des Affaires culturelles. Et dans ses fonctions, il a initié en 1982 la loi linguistique, que vous, en tant que membre de la Chambre des députés, avez connue très bien parce que vous êtes partie de cette alchimie de l'écriture, de la conception de cette loi linguistique.

[Viviane Reding] Qui a initié la loi?

[Elena Danescu] Vous.

[Viviane Reding] C'est moi.

[Elena Danescu] Voilà.

[Viviane Reding] Ça a été repris par le gouvernement après parce que c'était à un moment où on n'aimait pas trop l'initiative parlementaire. Parce qu'ils n'en avaient pas l'habitude, les parlementaires n'étaient pas censés prendre de l'initiative à l'époque. Or vous me connaissez, moi, j'ai pris de l'initiative tout le temps. Donc là aussi c'était parti comme si souvent d'un brûlot allemand écrit par des anciens Nazis qui reniaient pour le Luxembourg toute existence culturelle indépendante, etc. On n'avait pas de langue parce qu'on parlait allemand, etc. donc tout ce qu'on savait. Et c'est là que j'ai pris ma plume et j'ai écrit une loi, qui ensuite a été reprise par le gouvernement et c'est devenu une loi du gouvernement. Il y en a une autre que j'ai écrite moi-même, je vais y revenir un peu plus tard, où je ne me suis plus laissée faire, où c'était une proposition de loi Reding, cette fois-ci. Mais la première fois, je me suis laissée un peu faire, donc c'était une initiative du gouvernement après.

Mais dans l'élaboration de la loi, j'étais aux premières loges et c'était une loi qui finalement après de très longues discussions est arrivée à la conclusion très luxembourgeoise, une profession de foi: la langue nationale des Luxembourgeois est le luxembourgeois. Point à la ligne. Et ensuite on négocie sur les autres articles ce qu'on fait du multilinguisme. La plus grande opposition pour cette loi était celle à l'époque de la fonction publique, de l'administration, parce qu'ils n'aimaient pas cette idée voulue très fort par les parlementaires que les citoyens avaient le droit de s'adresser à l'administration soit en luxembourgeois, soit en allemand, soit en français et ils devaient dans la mesure du possible avoir une réponse dans la langue choisie par le citoyen. L'administration qui avait l'habitude d'écrire en français n'aimait pas ça du tout et s'y opposait. Finalement on a réussi à faire passer cela. Cela n'a pas fait la révolution dans la manière de fonctionner de l'administration mais vous voyez quels étaient parfois les cas difficiles lorsqu'on voulait innover.

[Elena Danescu] Donc la résistance de l'administration d'appliquer cette loi a fait que cette loi n'est adoptée, elle ne commence à être appliquée que deux ans après avoir été initiée?

[Viviane Reding] Oui, parce que l'administration avait peur d'écrire. Parce que personne n'a jamais appris à écrire en luxembourgeois. Donc ils avaient un peu peur de devoir répondre en luxembourgeois, quel luxembourgeois, comment ces lettres seraient faites et est-ce qu'un luxembourgeois non parfait pourrait être utilisé contre l'administration? Donc vous voyez c'était plutôt une question administrative qu'une question de principe. Les parlementaires en avaient fait une question de principe, l'administration en avait fait une question administrative et c'était finalement cette question-là qui retardait la mise en pratique de la loi.

[Elena Danescu] Le Grand-Duché est peut-être la meilleure illustration de la devise de l'Europe «Unis dans la diversité». L'identité nationale luxembourgeoise est une construction permanente dans laquelle les étrangers - ceux qui travaillent ici et participent à ce projet commun – ont leur place. C'est un projet auquel vous êtes profondément attachée, car la modernisation du droit de la nationalité porte votre empreinte. Pourriez-vous revenir sur la

réforme de la nationalité que vous avez initiée en 1983?

[Viviane Reding] Oui, ça c'était une proposition de loi Reding, et elle est venue de nouveau d'un problème concret. Je suis une jeune élue à la chambre des députés luxembourgeoise et je porte un enfant, mon mari n'ayant pas la nationalité luxembourgeoise. Je regarde un peu la législation, et je trouve que cet enfant ne serait pas luxembourgeois. Je dis: «Arrêtons. Moi je suis députée luxembourgeoise, je porte un bébé dans mon ventre et ce bébé ne devient pas luxembourgeois? Mais c'est un contre-sens terrible!» Alors j'ai pris de nouveau ma plume et j'ai écrit une proposition de loi pour changer l'acquisition de la nationalité avec le principe: tout enfant né de mère luxembourgeoise est luxembourgeois. Et j'argumentais cette loi, parce qu'il n'y avait pas les tests d'ADN à cette époque, c'était que la seule chose qui était sûre était que cet enfant soit mon enfant. Bon logiquement, c'est l'enfant aussi du mari mais, qui sait. La chose sûre est que ce soit mon enfant, donc qu'il ait ma nationalité est normal.

Là, il y a eu une discussion terrible, surtout à l'intérieur du parti chrétien-social, tout de même avec une frange assez conservatrice, qui trouvait ça complètement insensé : est-ce que le père ne compte plus? L'enfant est de la mère, oui d'accord, mais avant c'était seulement le père qui transmettait la nationalité. Donc finalement on est arrivé à un compromis: la double nationalité pour ces enfants. Mais le choix à l'âge de 18 ans où l'enfant devrait renier une des deux nationalités. Ça c'était le compromis, personne ne voulait de cette double nationalité à l'époque, c'était des discussions à n'en plus terminer, tout le monde était choqué par la féministe extrême que j'étais qui voulait que la mère ait un rôle à jouer avec un enfant. Imaginez. Donc le rejet complet de la double nationalité. Il y a eu aussi parce que, je crois que c'était Colette Flesch qui était ministre de la Justice à l'époque, si je ne me trompe, mais on doit le contrôler, qui elle aussi pensait que bien sûr, l'enfant devait porter la nationalité de la mère. Et bien sûr on devait rénover ces habitudes d'un autre âge. Et donc cela s'est fait. Et d'ailleurs je crois que le fait de devoir renier à l'âge de 18 ans une nationalité n'est pas tellement suivi.

[Elena Danescu] Vous ouvrez des chemins totalement inconnus à l'époque.

[Viviane Reding] C'était choquant!

[Elena Danescu] Oui. Vous introduisez une révolution dans la [00:53:00] morale de la société mais aussi dans le droit.

[Viviane Reding] Absolument, oui.

[Elena Danescu] Comme auteure de la loi sur la langue luxembourgeoise, le fait que Luxembourg, qui est trilingue certes, n'a pas promu le luxembourgeois comme langue de l'Union européenne, ne vous choque pas? Quels commentaires vous inspire cette situation?

[Viviane Reding] Nous en avons beaucoup discuté à Luxembourg, si oui ou non nous devrions promouvoir le luxembourgeois comme langue officielle. Et nous l'avons fait à un moment où il n'y avait pas cet élargissement à des pays beaucoup plus petits, ou à des pays qui avaient des

faits linguistiques moins bien établis qu'à Luxembourg. Plus tard, probablement nous aurions insisté pour avoir le luxembourgeois en tant que langue de travail même, langue officielle. Je crois qu'à un certain moment, par exemple, nous avons été très choqués lorsque l'Irlande a imposé le gaélique. Or à l'époque, personne ne parlait le gaélique en Irlande. Et nous avons dit: «Mais chez nous, tout le monde parle luxembourgeois, pourquoi nous ne l'avons pas fait?» Je vous dis pourquoi nous ne l'avons pas fait: parce que les Luxembourgeois étant très réalistes, ils ont compris que le luxembourgeois ne deviendrait jamais une langue de travail de l'Union européenne. Traduire les textes en luxembourgeois, ça aurait servi à quoi? Tout le monde peut lire le français, l'anglais, l'allemand au Luxembourg, ceux qui travaillent sur les textes. Donc en fait on aurait alourdi encore plus la machine européenne sans en tirer aucun bénéfice, sauf un bénéfice d'avoir fait une déclaration qui se traduit dans les faits. Et j'ai toujours expliqué aux citoyens qui me posaient la question: «Nous sommes l'ancien département des forêts. Nous adorons les forêts. Et nous ne vous dirons pas qu'on doit couper autant de forêts pour pouvoir imprimer le tout, qui ne sera jamais lu, encore en luxembourgeois». Tout le monde a rigolé et en fait, c'était ça. Mais je dois dire que, par la suite, probablement, ça aurait été beaucoup plus difficile de le faire.

Mon expérience linguistique en Europe est très simple. En Europe on ne survit pour l'instant que si on manie très très bien l'anglais. Toutes les négociations se font en anglais, ceux qui ne peuvent pas s'exprimer en anglais perdent les pédales. Si on veut négocier, on fait mieux de négocier directement en anglais plutôt que d'attendre une traduction. Donc le multilinguisme avec comme base l'anglais, c'est ce qui nous sert. Les autres langues servent pour ramener des votes et pour aussi faire de la politique parce que je ne peux pas faire de la politique en Allemagne en anglais, par exemple. Le fait que je parle allemand nous sert. En France, la même chose. Donc le multilinguisme comme vécu par les Luxembourgeois est un atout pour les Luxembourgeois et pour leur manière de faire la politique européenne.

[**Elena Danescu**] Et pour comprendre leur interlocuteur dans leur langue et dans leur culture.

[**Viviane Reding**] Et pour pouvoir les influencer aussi. Parce que, j'étais encore au festival de Cannes, il y a quelques jours, où on a parlé de droits d'auteur, mon message portait, parce que c'était un message dit directement en français. Les autres qui ont eu besoin d'une traduction, *lost in translation*. Ça s'est perdu quelque part. Il est toujours mieux de pouvoir parler la langue de l'interlocuteur.

[**Elena Danescu**] On arrive à l'année 1984, où Pierre Werner annonce qu'il ne souhaite plus se présenter aux élections législatives et déclare qu'il souhaite se retirer de la vie politique active. Vous souvenez-vous des circonstances de cette annonce et pourriez-vous éventuellement revenir sur les conséquences de ce retrait sur le parti et sa ligne politique?

[**Viviane Reding**] Pierre Werner avait très bien tenu le secret. Il est venu annoncer la nouvelle au congrès du parti. J'étais à ce congrès-là, c'était un «Ooooooh»... Les gens étaient effondrés, certains ont commencé à pleurer, d'autres disaient «Mais non, mais non, mais non, ne faites pas ça!» et lui il avait pris sa décision, qui était, je crois, une décision familiale. Pierre Werner était

un homme de famille, ce qui est peut-être beaucoup moins su à l'extérieur. Il était très proche de son épouse, très proche de ses enfants. Et il a pris une décision très personnelle. Il l'avait bien préparée à l'intérieur du parti pour que ses successeurs puissent continuer sur la ligne qu'il avait annoncée. Il avait décidé de sortir le parti du marasme, il l'avait fait, il avait décidé d'avoir des générations qu'il avait mis sur les rails, il l'a fait, et donc à un certain moment il a pris une décision personnelle.

4. Membre du Parlement européen: 1989-1999

[Elena Danescu] Madame Reding, vous êtes élue membre du Parlement européen en 1989. Réélue en 1994, vous exercerez ce mandat pendant 10 ans. Dans quelles circonstances avez-vous été désignée en 1989 comme candidate sur la liste du parti chrétien-social?

[Viviane Reding] Il n'y avait pas foule pour aller au Parlement européen, parce que la plupart des parlementaires nationaux croyaient que c'était un peu le dépotoir. Une fois qu'on était là, on n'avait plus de chance de revenir en politique nationale. Aucune chance d'aller dans un gouvernement ni de percer en politique. Vu que j'avais eu le grand avantage d'avoir fait cette expérience internationale lorsque j'étais au parlement national et ça m'avait passionnée, le parlement de l'OTAN surtout, et vu que j'avais vu faire Pierre Werner en politique internationale, vu que j'avais vu le poids qu'il exerçait par exemple pour la création de l'euro, je me suis dit à ce moment-là: «C'est là où ça se joue». Mes amis au parlement de l'OTAN me disaient: «Mais est-ce que tu es folle? C'est beaucoup trop tôt pour aller au Parlement européen. Peut-être dans 50 ans mais pas maintenant.» C'était mes amis anglais qui me disaient ça. Moi je disais: «Non, c'est là où ça va se jouer». Et donc j'ai pris la décision de me lancer dans la politique européenne et je ne l'ai jamais regretté.

[Elena Danescu] Vous êtes également présidente de la délégation luxembourgeoise auprès du Parti populaire européen et membre du bureau du groupe du Parti populaire européen au Parlement européen. Le Parti populaire européen a ses racines au Luxembourg parce qu'il a été fondé à Luxembourg-ville le 8 juillet 1976, alors que Jacques Santer était président du parti et le parti se trouvait dans l'opposition. Et si vous le permettez, j'ajouterais que Pierre Werner, en 1979, a été celui qui a rédigé la plate-forme socio-économique de la campagne électorale des premières élections européennes par suffrage universel. Le PPE s'imposera, dans la foulée, comme un nouveau cadre de réflexion stratégique pour l'Europe. Comment le PPE, via certaines fondations politiques ou à travers l'Union européenne des démocrates-chrétiens, a-t-il joué un rôle dans l'organisation des systèmes de partis en Europe centrale et orientale après l'effondrement du communisme?

[Viviane Reding] Le Parti populaire européen, même avant qu'il n'existe, à travers les partis qui en sont devenus membres, a toujours joué un rôle fondateur. C'était les démocrates-chrétiens qui voulaient l'Europe. C'était eux qui avaient pensé l'Europe, les meilleures réflexions sur comment cette Europe pourrait se faire, venait des hommes, c'était surtout des

hommes, qui avaient élaboré cette Europe dans leur tête avant qu'elle ne soit en réalité. Et donc le fait de mettre ensemble ces partis était une évidence même, et c'est toujours des Luxembourgeois qui ont joué traditionnellement un grand rôle: Jacques Santer, qui était un homme de parti beaucoup plus que Pierre Werner, Pierre Werner étant celui qui pense, celui qui fait. C'est normal qu'on lui demandait à lui, l'inventeur de l'euro, il l'a inventé en 1960 déjà, d'écrire la partie économique et financière de cette plate-forme. Parce que déjà à partir de 1960, il avait pensé comment cette union financière et économique pourrait être. Et quand je lis ce qu'il a écrit à l'époque, il y a des choses qu'on est en train de mettre en pratique aujourd'hui. Et des choses où je me dis: «Si on avait écouté Pierre Werner, on n'aurait pas fait certaines bêtises qu'on a faites entre-temps». Donc il était normal que ces grands penseurs, qui ne sont pas nés avec la création du PPE, qui étaient déjà là avant, qui avaient déjà réfléchi avant, mettent leur pensée dans le PPE.

Il faut dire qu'à l'époque aussi, et c'était très sensible pour moi, le PPE était le parti qui pensait l'évolution des traités successifs. Nous avons toujours un groupe de membres du PPE de tous les partis qui étaient dans ce parti qui rassemblait les partis, qui écrivait les traités, qui pensait à l'évolution des traités. C'est ça qui m'a passionnée dans le PPE. Ce n'était pas quelqu'un qui suivait l'évolution, c'était quelqu'un qui dessinait l'évolution, qui la créait cette évolution-là. C'est ça que j'ai vécu, je me suis sentie à l'aise.

J'avais la chance d'être dans ce parti et je dois dire que, aujourd'hui, le parti façonne moins l'Europe qu'il ne l'a fait dans le temps. Il est devenu beaucoup plus grand, c'était une décision qui a été prise par Kohl à l'époque de faire cet élargissement, de le faire massivement et donc aussi d'élargir la plate-forme du PPE, de nous ouvrir à des partis qui n'étaient pas nécessairement démocrates-chrétiens mais qui étaient plus libéraux, plus conservateurs, ce qui a faussé un peu la ligne forte du parti qui façonne l'Europe par la suite. Mais nous sommes devenus le parti qui domine la politique parce que nous sommes devenus le parti le plus grand.

Il y a eu à l'époque où ces décisions ont été prises, deux tendances au PPE. Le CSV a toujours appartenu à la tendance des purs et durs, à la tendance de ceux qui disaient: «Il vaut mieux avoir un parti plus petit mais avoir des vrais démocrates-chrétiens, des vrais fédéralistes européens». Il y a eu l'autre tendance qui s'est imposée, qui a dit: «Tant pis, on veut être le parti le plus fort pour pouvoir imposer notre point de vue». Je me rappelle, c'était au congrès du PPE à Athènes que toutes ces décisions ont été prises et où, avec les Luxembourgeois et d'autres démocrates-chrétiens, on a créé le groupe d'Athènes pour vraiment, à l'intérieur du PPE, être ceux qui continuent une lignée complètement fédéraliste.

[**Elena Danescu**] Est-ce que cette vision de l'Europe à long terme qui existait auparavant perdure encore dans ce PPE diversifié et agrandi?

[**Viviane Reding**] Elle perdure encore mais elle est moins claire et moins facile. Je peux vous donner un exemple pour vous montrer comment elle perdure. La question des *Spitzenkandidaten*: c'est une question qui était née dans la tête de plusieurs politiques du PPE et qui avait été reprise dans la constitution. La constitution vous savez ce qui est en devenu. Elle

n'a pas vu le jour parce qu'elle n'a pas trouvé l'unanimité des nations. Le Luxembourg a voté pour mais la France et les Pays-Bas ont voté contre, donc la constitution, elle n'existe plus. Les mêmes qui ont écrit l'idée des *Spitzenkandidaten* dans la constitution ont fait de sorte que cette idée, ni vu ni connu, se retrouve dans le traité de Lisbonne. Et alors sur la base du traité, il y en avait d'autres qui étaient au pouvoir. La commissaire à la justice et aux citoyens a écrit les textes de base pour que ça puisse être mis en place, ni vu ni connu aussi. On était à Estoril, à un congrès, où on a concocté dix ans avant que ça ne se fasse, l'idée des *Spitzenkandidaten*. Dix ans plus tard, on gagne la bataille des *Spitzenkandidaten* en étant le parti le plus fort. Parce que c'était là-dessus que ça s'était fait. Donc vous voyez, il y a des idées fédératrices qui peuvent aller jusqu'au bout mais, oui, Kohl a raison, on doit être le parti le plus fort pour le faire. Donc les deux ont raison. Il faudrait que les fédéralistes puissent aussi longtemps que possible à l'intérieur du PPE amener ce parti à la victoire. C'est ce qu'on a fait avec le *Spitzenkandidat* Jean-Claude Juncker du parti le plus fortement élu et pour la première fois donc la politique du parlement qui s'impose à la politique des nations.

[Elena Danescu] Partagez-vous l'opinion de ceux qui fustigent une fuite en avant idéologique du PPE et qui présentent celui-ci comme un parti ayant favorisé l'émergence d'une «Europe de droite» à travers sa collaboration avec les conservateurs britanniques et danois, avec le *Partido Popular* de José Maria Aznar ou avec le *Forza Italia* de Silvio Berlusconi?

[Viviane Reding] C'est un parti populaire, qui a en son sein trois directions, un peu comme le CSV aussi. Nous avons notre aile de gauche, nous avons notre aile de droite, et nous avons notre aile libérale. Le parti chrétien-social, CSV à Luxembourg, est aussi constitué de cette façon. Le tout est qu'il y ait une direction centrale, qui empêche des ailes de prendre le pouvoir. Il est clair que nous avons en notre sein, tout au long de notre évolution, des politiques qui par ce qu'ils disaient, par ce qu'ils prônaient, par ce qu'ils faisaient au sein de leur parti nationaux, n'étaient pas dans le juste droit chemin du Parti populaire européen. Nous le voyons aujourd'hui, par exemple avec quelqu'un comme Orbán, qui ne trouve pas l'assentiment de la grande majorité des membres du Parti populaire européen à cause de ses dérives populistes vers la droite extrême. Et bien un parti doit être assez fort pour aller dans l'ensemble vers le droit chemin.

[Elena Danescu] Revenons, si vous le voulez bien, sur votre activité au Parlement européen. De 1989 à 1992, vous êtes présidente de la commission des pétitions au Parlement européen. Quel est le rôle de cette commission et quel souvenir avez-vous des dossiers importants que vous avez eu à traiter durant cette période?

[Viviane Reding] Pour moi, c'était l'école de l'Europe. Parce que, en tant que présidente de cette commission, j'ai reçu toutes les pétitions qui me venaient de la part des citoyens, des milliers de pétitions, et j'ai dû faire un tri pour seulement mettre à l'ordre du jour de la pétition celles qui étaient les plus importantes. Les autres, on a trouvé des réponses administratives.

Quand on fait ça à temps plein pendant plusieurs années, on comprend où le bât blesse, on comprend quels sont les problèmes des citoyens. Là ce n'est pas de la théorie, c'est

véritablement ce que les citoyens ressentent, où ils pensent que l'Europe ne va pas assez loin, où ils pensent que l'Europe en fait trop, où ils voudraient que l'Europe trouve une solution pour des problèmes personnels. Alors mes conclusions de ces années d'apprentissage, ça a été mon premier véritable apprentissage du droit européen, parce que j'ai dû apprendre ce qu'on pouvait faire, où on avait une compétence, où on n'en avait pas, des choses que je ne savais pas. J'ai dû apprendre le droit européen pendant cette période-là, grand bien ça me faisait.

Et donc j'ai aussi compris le fonctionnement des mentalités. Par exemple, j'ai reçu des pétitions signées par des millions de gens pour la protection des animaux, je n'ai pas reçu de pétition pour la protection des enfants. Où va notre société, comment elle évolue, cette société, qu'est-ce qui est important dans notre société? Pas en théorie, pas dans les grands discours, mais en réalité.

J'ai aussi appris, parce que la plupart des pétitions individuelles étaient des pétitions qui venaient de gens qui avaient eu une vie transfrontalière, qui avaient travaillé pendant un certain temps dans un pays puis dans un autre, puis lorsqu'ils avaient droit à une pension, avaient des difficultés à avoir une pension qui se composait de plusieurs éléments. J'ai appris la difficulté de travailler avec des administrations nationales qui ne voulaient rien savoir de la réalité européenne et qui bloquaient des solutions. J'ai appris aussi quelles étaient les politiques naissantes, par exemple les premières pétitions en matière d'environnement, je comprenais que là il y avait véritablement quelque chose qui n'allait pas et qu'il faudrait à terme avoir une véritable politique de protection de l'environnement. J'ai compris l'importance de la libre circulation, j'ai vu toutes les entraves qu'il y avait à cette libre circulation. Et quand je suis devenue commissaire responsable de ces problématiques en tant que première commissaire de la justice avec le pouvoir de pouvoir faire, je me suis rappelée de ces années de formation que j'ai eue en commission des pétitions.

[Elena Danescu] Dans la période suivante, de 1992 à 1994, vous êtes vice-présidente de la commission des affaires sociales et de l'emploi au Parlement européen. Quels sont vos souvenirs sur votre travail dans cette commission durant cette période?

[Viviane Reding] Frustrant. Parce que vu que j'avais été, je crois, présidente de la commission sociale au parlement luxembourgeois, qu'il y avait quand même une énorme différence à l'époque entre le pouvoir européen et le pouvoir national en matière d'affaires sociales. C'était le pouvoir national, l'Europe avait très peu à faire en cette matière, donc c'était des années où je voyais qu'il y avait un déficit dans la construction des traités et qu'il faudrait beaucoup plus de compétences européennes en matière sociale parce que tous ces problèmes de libre circulation des travailleurs, surtout, ne pouvaient être résolus qu'avec des compétences plus grandes en matière sociale.

[Elena Danescu] Si vous permettez, je ferai un petit commentaire. C'est Pierre Werner qui, imprégné du modèle social luxembourgeois et du modèle de concertation sociale luxembourgeois, mais dans le rapport Werner de 1970, l'obligation de concertation avec les partenaires sociaux pour toutes les grandes décisions de l'union économique et monétaire. Donc

vous arrivez à insérer ces éléments dans les années suivantes de vos activités en tant que commissaire européenne. Mais c'est ici aussi un accent luxembourgeois qui se fait sentir avec cette sensibilité pour le volet social et pour une prise en compte des éléments sociaux au niveau de l'Europe et non pas au niveau national séparé.

[Viviane Reding] Sauf que, au Luxembourg, la tripartite comme elle était à l'époque, comme elle sauvait le Luxembourg lors de la crise sidérurgique, comme elle fonctionnait peut-être par après aussi, elle fonctionne moins bien aujourd'hui, était quelque chose de très concret: on travaillait sur des lois, on se mettait d'accord sur des lois. C'était même un système qui allait tellement loin à un certain moment au Luxembourg, que la Chambre des députés se trouvait démunie. Quand la tripartite avait décidé, la Chambre n'avait qu'à entériner. Ce n'était plus la Chambre qui décidait. Il y a eu une certaine déviation du pouvoir de la Chambre, des élus, par rapport aux décisions tripartites. Dans la politique européenne, cette concertation était beaucoup plus théorique. C'était une concertation qui devait avoir lieu, mais son influence directe sur la prise de décisions finale était beaucoup, beaucoup moins grande. Donc ce n'était pas la même influence directe sur comment faire fonctionner une politique en Europe que au niveau national.

[Elena Danescu] Au Parlement européen, de 1994 à 1999, vous êtes vice-présidente de la commission des libertés civiles et des affaires intérieures du Parlement européen, un autre domaine qui vous tient à cœur. Quels sont les dossiers majeurs auxquels vous avez été confrontés à l'époque?

[Viviane Reding] J'arrive de nouveau dans une commission qui n'a rien à dire. Parce que la politique de sécurité commune, la citoyenneté, n'étaient pas véritablement fondées dans les traités. Ils étaient déclarés mais il n'y avait pas de fondement pour en faire une véritable politique concrète. Alors que font des parlementaires à ce moment-là? Et bien ils imaginent comment ça pourrait être. Et j'ai eu une chance énorme d'être dans cette commission parlementaire où il y avait beaucoup de têtes pensantes, ça allait des Verts jusqu'à la Droite. Alors on se mettait ensemble et on imaginait comment pourrait être une politique de l'intérieur, une politique de la sécurité interne et une politique des droits, une politique de la justice. Ce qui est très intéressant. On a, en fait, préparé dans cette commission parlementaire ce que j'allais faire plus tard en tant que commissaire à la justice, parce que ce n'était que le traité de Lisbonne qui mettait en pratique ce que cette commission parlementaire à laquelle je participais avait développé en théorie. Donc c'était très amusant, la boucle était bouclée, j'étais parmi ceux qui ont inventé la politique que j'étais la première à pouvoir mettre en place pendant mes cinq dernières années à la Commission européenne et en tant que première commissaire à la justice et à la citoyenneté, qui avait un véritable pouvoir après le traité de Lisbonne.

5. À la Commission européenne: 1999-2014

[**Elena Danescu**] Justement, vous avez évoqué la Commission européenne. En 1999, vous êtes nommée commissaire européenne, en charge de l'éducation, de la culture, de la jeunesse, des médias et des sports. Comment votre nomination comme membre luxembourgeoise de la Commission européenne a été faite et quels étaient pour le Luxembourg les enjeux de cette nomination?

[**Viviane Reding**] Vous savez ce qu'il s'est passé avant. Avant, il y a eu une véritable césure dans la politique européenne parce que le Parlement européen a forcé la Commission Santer à démissionner. ET c'était une véritable prise de pouvoir du Parlement européen. C'était extrêmement fort, parce que j'étais au Parlement européen, j'ai vécu ce drame de la décomposition par le Parlement de la Commission Santer, de la non-confiance qu'avait le Parlement dans la Commission et qui acculait Jacques Santer, mon ami, à présenter la démission de sa Commission. C'était extrêmement dur, c'était extrêmement difficile, mais c'était dans l'histoire du Parlement européen en fait, la première fois que le Parlement directement élu a pu dire: «Je suis le chef». La deuxième fois, c'était avec l'élection de Jean-Claude Juncker. Belle revanche sur l'histoire d'ailleurs. Le pouvoir du Parlement s'affirme deux fois, une fois en négatif, une fois en positif avec un leader luxembourgeois.

Et donc je suis venue à la suite de Jacques Santer dans une nouvelle Commission qui était très affaiblie, qui avait peur du Parlement et de son pouvoir, et dans laquelle j'ai joué un rôle clé, non pas nécessairement dans les domaines qui étaient les miens, qui étaient des domaines de *soft power*, mais dans le fait que je pouvais faire le lien entre le Parlement européen et la Commission. L'administration de la Commission européenne était absolument horrifiée par rapport au Parlement. Le Parlement était devenu le diable, la Commission avait peur du Parlement. C'est moi qui ait essayé de reconstruire les points, parce que je connaissais le Parlement, j'avais une responsabilité de membre de la Commission et donc j'ai essayé de construire ces ponts. C'était lent et ça mettait du temps, le Parlement s'était affirmé, il n'allait plus jamais se laisser faire, il avait pris le pouvoir et la Commission devait faire avec. Mais l'apprentissage surtout de l'administration était un apprentissage long et difficile.

[**Elena Danescu**] À la Commission européenne, vous travaillez dans cette période avec Romano Prodi, qui est président à l'époque. Pourriez-vous nous décrire sa personnalité et sa méthode de travail?

[**Viviane Reding**] Romano Prodi est tout d'abord italien, c'est-à-dire un homme qui est très ouvert, qui est un vrai Européen. Les Italiens, en règle générale, sont de vrais, de profonds Européens. Romano Prodi en est un. C'est un professeur, il a donc une approche très réfléchie, ce n'est pas quelqu'un qui met la main à la pâte tout de suite, c'est quelqu'un qui réfléchit théoriquement avant de faire les choses et qui arrive souvent aux bonnes conclusions théoriques

mais a des difficultés à persuader ceux qui sont autour de lui, ou les gouvernements, à le suivre.

Je vous donne un exemple très concret: Prodi, quand il a vu, les difficultés de l'élargissement complet, donc prendre tous ces pays de l'Est à l'intérieur, a dit il faudra développer une nouvelle politique du voisinage, ramener ces gens avec nous, ces peuples, ces structures politiques avec nous et il appelait ça «tout sauf les institutions». C'est-à-dire amenons-les dans le marché unique, amenons-les dans les fonds structureux, dans les fonds régionaux, dans une politique agricole, tout ce que vous voulez. Mais pas au Parlement européen, pas au Conseil des ministres, pas à la Commission européenne, pour ne pas alourdir ces institutions. Aujourd'hui nous voyons qu'il n'avait pas tort et que peut-être nous devons créer sur le modèle Prodi une nouvelle politique du voisinage, beaucoup plus concise, plus forte que nous ne l'avons faite par le passé.

Pendant la Commission Prodi, j'avais des dossiers que je connaissais assez bien et je savais que mes possibilités d'avancer sur ces dossiers étaient minimes. Il fallait donc que j'aie beaucoup d'imagination pour aller de l'avant. J'ai, ensemble avec les ministres, sorti de l'impasse du système de Bologne, qui était complètement mort. On a fait revivre le système de Bologne avec le Bachelor, le Master et la reconnaissance des diplômes. En même temps, je crée, sur la base d'Erasmus, Erasmus Plus qui ouvre tout d'abord Erasmus au monde, pas seulement un échange entre universités et étudiants européens, mais aussi un échange, un mariage avec des universités européennes, des universités dans d'autres parties du monde. Je crée la base pour créer un master européen – la Luxembourgeoise – au moins trois universités de trois pays différents doivent faire un master commun. Les étudiants et les professeurs vont d'une université à l'autre. Toujours ce fait transfrontière mais dans une structure organisée. Donc ça c'est une des choses que j'ai faites. J'ai fait la grande réforme de la directive «télévision sans frontière», que j'ai changée en une directive «audiovisuel sans frontière», en mettant déjà l'internet dedans, à un moment où l'internet n'existait pas encore. Donc de nouveau comment imaginer, comment faire de sorte que l'Europe avance.

J'ai aussi renforcé le programme Médias pour que le film européen puisse survivre. Quand j'ai pris ce dossier en main, le film européen était au plus mal. Par la suite, je suis très fière de pouvoir le dire, j'ai quand même réussi par une action où je mettais les ministres de la culture autour d'un projet commun, ils n'avaient jamais fait ça par le passé, un projet commun avec les cinéastes, redonner la confiance au cinéma européen. La suite est connue, ce sont les cinéastes qui ont repris confiance, qui ont commencé de nouveau à faire des films forts européens, à aller de l'avant, à innover, on voit le résultat aujourd'hui: le cinéma européen est au plus fort de ce qu'il peut être. D'ailleurs, c'est intéressant, les cinéastes m'ont rappelée à Cannes cette année-ci pour que dans ce que j'avais fait dans le passé, les aider à ce qu'ils devaient faire pour l'avenir, parce que aujourd'hui ils sont attaqués par les nouveaux médias, qui risquent de mettre à nu le droit d'auteur et de ne plus rémunérer le droit européen, ce qui veut dire qu'il ne sera plus créé. Donc ils m'ont rappelée à l'aide autant d'années plus tard, parce quand même cette vision d'une création européenne forte, c'est nous qui devons écrire notre histoire, nos histoires, dans leur

diversité. Et bien ça c'est quelque chose de très, très, très fort. Et j'ai aussi, là par exemple mon collègue Mario Monti, m'aidait parce que les aides au cinéma, c'est pas très logique, Mario Monti et moi-même avons travaillé pour que ça reste logique et qu'on fasse ces exceptions aux systèmes d'aides d'État pour aider la création de la culture.

J'ai fait encore autre chose qui n'était jamais à l'ordre du jour. Le sport. Le sport n'était jamais une politique européenne, j'en ai fait une politique européenne. J'ai travaillé avec la FIFA et l'UEFA sur une nouvelle mouture de la législation sur les droits de transfert des jeunes. Vous pouvez vous imaginer que la FIFA ne voulait pas négocier. L'UEFA pas tellement non plus. De nouveau avec Mario Monti, ensemble, on a fait une loi européenne et on l'a imposée à l'UEFA et à la FIFA. Donc on a vraiment innové pendant cette période d'une façon assez intéressante.

[Elena Danescu] Vous avez ouvert de nouveaux horizons dans ce qui est la culture européenne et les formes de culture européennes actuellement et à l'avenir, mais aussi dans l'éducation dont le sport fait partie. Maintenant, je voudrais vous demander de jeter un regard en tant que spécialiste dans les médias et la culture sur un projet luxembourgeois que vous avez cité auparavant: le projet des satellites, qui fait partie des initiatives visionnaires de Pierre Werner. Quel est votre regard sur ce projet et comment la langue luxembourgeoise poursuit son affirmation dans la production audiovisuelle et dans la production culturelle en général?

[Viviane Reding] Ce sont deux choses complètement différentes. La Société européenne des satellites est une société industrielle, elle a réussi à faire le pas vers une société mondiale d'utilisation privée d'un instrument qui au départ était un instrument pour l'armée. Les satellites n'ont pas été développés pour la télévision ni pour autre chose, mais ils ont été développés pour l'armée. Or, le Luxembourg a vraiment su utiliser cette niche et faire de cette niche une entreprise mondiale. Dans les politiques que j'ai eues par la suite, j'ai toujours essayé de mettre le fait satellitaire à l'ordre du jour. Par exemple, je ne comprends pas pourquoi on doit en matière de couverture en *high speed access* se concentrer uniquement sur les télécoms et non pas sur les satellites, parce que les satellites peuvent donner l'accès. Donc j'ai toujours plaidé pour qu'on ait dans nos politiques générales beaucoup plus accès aux satellites en Europe qu'on ne l'a en ce moment. On utilise les satellites pour une couverture mondiale, on ne les utilise pas assez pour une couverture européenne, surtout quand on pense à nos régions campagnardes, à nos montagnes et à nos îles. Ça c'est une chose.

Le cinéma luxembourgeois, en fait, a connu un énorme essor au moment où on crée le Film Fund, et où on investissait dans ce cinéma européen, où on essayait d'attirer sur notre territoire des coproductions, surtout à travers ça on a réussi à développer toute une série de métiers qui sont indispensables à la création cinématographique, les cameramen, ceux qui font la lumière, les couleurs, tout ce qui va autour du cinéma. On a 750 spécialistes, artisans des métiers du cinéma qui vivent à Luxembourg aujourd'hui, donc on a véritablement réussi à créer quelque chose d'important. Et on a créé en même temps aussi, aussi avec les aides au cinéma qu'on a

données, un cinéma luxembourgeois, qui n'existait pas auparavant et qui donne à notre petit pays quand même un élément important parce qu'il y a des Luxembourgeois qui en luxembourgeois racontent les histoires luxembourgeoises de notre société, de notre langue, de la manière de vivre ensemble, mais aussi de notre histoire et de notre devenir. Donc c'est un élément extrêmement important, je crois que c'est une *success story*. On a véritablement réussi à avoir quelque chose de fort en la matière.

[Elena Danescu] De 2004 à 2014, c'est José Manuel Barroso qui est président de la Commission européenne. Pourriez-vous nous brosser son portrait et nous décrire ses méthodes de travail? Et ma deuxième question est liée à celle d'avant: quelles différences avez-vous constaté dans le fonctionnement de la Commission par rapport à la présidence précédente de Romano Prodi?

[Viviane Reding] José Manuel Barroso est un personnage complètement différent. C'est un atlantiste, il regarde très fort vers les États-Unis, vers la Grande-Bretagne. C'est un ancien Premier ministre qui a une vue beaucoup plus intergouvernementale que beaucoup de ses membres de la Commission, qui sont beaucoup moins intergouvernementaux, moi par exemple. Et donc c'était un peu ce retour au pouvoir des nations que José Manuel Barroso a débuté. Il n'a pas toujours réussi à le faire passer parce qu'il y a eu une opposition assez forte à l'intérieur de sa Commission, qui voulait que ce soit une Commission plus communautaire et moins intergouvernementale. Mais José Manuel se trouvait surtout à l'aise avec les Premiers ministres.

[Elena Danescu] En septembre 2010, la Commission reproche à la France des manquements en matière de transposition de la directive de 2004 sur la libre circulation des citoyens. Je fais référence à la situation des Roms, qui attire particulièrement votre attention. Vos services analysent la circulaire du ministère de l'Intérieur qui cible particulièrement cette population et qui en organise la reconduction dans leurs pays d'origine. Le 29 septembre, l'ouverture d'une procédure en manquement est discutée par le collège des commissaires qui finalement décide d'accorder un délai supplémentaire à la France pour rectifier ces textes critiqués. Dans le respect de la confidentialité des débats du collège, pourriez-vous nous dire cependant quels facteurs ont conduit à préférer le sursis à l'engagement d'une procédure en contentieux?

[Viviane Reding] Pour répondre très rapidement à la dernière question, parce que c'est une question tout simplement technique, je vais revenir au fond de l'histoire après. Quand on met un État devant la Cour, quand un État n'obtempère pas, on essaye toujours de faire changer la loi de l'État en question qui contredit la loi européenne. Là les Français ont changé leur loi. Donc on n'avait plus besoin de mettre la France devant la Cour de justice.

Maintenant, la base du problème. Je suis la première commissaire... – ça c'est la deuxième période de la Commission Barroso. Le traité de Lisbonne est en place, je deviens la première commissaire avec droit de regard sur la politique de la justice, sur la politique des valeurs, sur la

politique des citoyens. C'est le traité de Lisbonne qui a conféré ce pouvoir à la Commission. Et il était très important que je pose les bases de cette politique. Parce que c'était différent d'avant. Avant, la Commission n'avait rien à dire sur ces politiques-là. Tout d'un coup, elle a un pouvoir et personne ne le sait. Il fallait asseoir ce pouvoir. J'ai assis ce pouvoir parce que je suis devenue commissaire sous présidence espagnole, et les Espagnols avaient continué à faire comme si la Commission n'existait pas en matière de justice, et c'est eux qui prenaient les devants. J'ai dit «Stop, c'est la Commission qui faisait les propositions». C'était à couteaux tirés. J'ai gagné et à partir de ce moment-là, c'était l'initiative de la Commission aussi en matière de justice. Donc il fallait à chaque moment dire: «Voilà, le traité de Lisbonne existe, ce n'est plus une compétence gouvernementale, c'est une compétence de la Commission. Je n'accepte plus ce que les gouvernements me mettent sur la table. Je mets une contre-proposition de la Commission sur la table et celle-là, on va la discuter.» Donc c'était une vraie bagarre pour que les ministres comprennent qu'il y a eu un nouveau traité. Personne n'avait lu ce traité, ils avaient fait comme si c'était une continuation des anciens traités. Donc ça c'était une chose. Je devais m'imposer au niveau des institutions pour montrer que c'est la Commission qui propose, le Conseil et le Parlement en codécision qui disposent. Mais ce n'est plus le Conseil des ministres qui propose.

Deuxièmement: les valeurs ne sont plus des valeurs déclarées mais ce sont des valeurs qui se fondent sur des lois. Alors il y a tout le temps des États membres qui ne font pas comme ils devraient le faire. La Commission, tous les jours, toutes les semaines, intervient pour les rappeler à l'ordre, pour qu'ils changent leur législation. Mais là il s'agissait d'autre chose, il s'agissait d'un gouvernement qui délibérément prend une initiative réglementaire qui va complètement à l'encontre, pas seulement des lois européennes, mais aussi des valeurs européennes. De la libre circulation, de la non-discrimination des citoyens européens. À l'époque, c'était le renvoi chez eux de populations roms, en France. Chacun avait ses difficultés avec les populations roms, pas facile du tout, mais encore aller le pas à renvoyer des convois entiers, ça allait trop loin. Alors, ayant mon expérience avec la France, je savais que la France c'était un peu difficile pour accepter les lois européennes, se laissait tirer les oreilles. Alors je disais: «Si je fais ça d'une façon normale, je ne vais pas y arriver. Il faut que je fasse d'une façon spectaculaire.» C'est le moment, si vous vous rappelez, où j'avais mis une veste rouge, je suis allée en conférence de presse à midi, et j'ai dit: «Assez est assez» au président de la République française. Ce qui pour les Français et pour son président était vu comme une insulte majeure, «Mais elle se permet quoi?». Le monde entier a écouté mon «Assez est assez». Qu'est-ce que c'est que ça? Et donc tout le monde a été rendu attentif qu'il y avait un problème.

Il y avait le problème en fait que la directive du gouvernement contredisait complètement la loi européenne sur la libre circulation et la non-discrimination. Et donc le clash a fait que finalement le gouvernement français a dû changer la loi française, qui avait mal repris la directive sur la libre circulation. Dans la foulée, j'ai analysé un peu ce qu'avaient fait les autres pays. Il y avait douze pays membres qui avaient mal transposé le droit européen en droit national. Ils ont tous dû changer. Mais la Politique que je suis avait compris que là, on allait au-delà d'un simple problème de législation mal appliquée, que c'était une question de fond. Et

que si je n'asseyais pas mon autorité sur des questions de fond en tant que première commissaire à la justice qui ait le pouvoir d'appliquer les règles, je serais perdue.

Je l'ai fait encore plusieurs fois par la suite, en Roumanie, j'ai mis au défi le gouvernement roumain lorsqu'il voulait démanteler la Cour supérieure. Il suffisait à ce moment-là que je les mette au défi et ils ont obtempéré parce qu'ils avaient vu comment j'avais fait avec Sarkozy. Ils se sont dit: «On préfère le faire tout de suite, comme ça elle se tait la commissaire». Je l'ai fait avec Orban qui avait essayé d'éliminer tous les juges qui n'étaient pas membres de son parti politique et qui les mettait tout simplement à la retraite massivement, ce qui était très grave pour l'indépendance de la justice. Lui, il n'a pas obtempéré, j'ai dû amener la Hongrie devant la Cour européenne de justice. J'ai eu raison. La Cour européenne de justice a pris une décision extrêmement rapidement, c'était un peu la solidarité, je crois, des juges de la Cour européenne avec les juges nationaux en Hongrie. Donc je suis plusieurs fois intervenue de façon très brutale pour montrer quel était l'enjeu, pour montrer quel était le droit et pour montrer que la Commission ne jouerait pas là-dessus et qu'elle était inflexible là-dessus. Ça a été mal vu par certains gouvernements, qui ont essayé de m'éliminer, qui ont demandé ma démission mais sans succès. Barroso a tenu bon.

[Elena Danescu] Comment dans des situations délicates que vous venez d'évoquer, un commissaire européen discute avec le reste du collège?

[Viviane Reding] L'histoire est assez... Sarkozy, je n'ai pas discuté longtemps, j'ai utilisé ma prérogative de commissaire pour le faire. Donc j'ai communiqué. C'était plutôt la communication qu'autre chose. Après, bien sûr, la négociation avec la France pour qu'elle change sa loi, c'était plutôt quelque chose de partagé avec mes collègues. Mais la communication que j'ai utilisée, de mettre en pratique, c'était très personnel. Heureusement que je l'ai fait. Si j'avais demandé l'autorisation, on ne me l'aurait jamais donnée, hein. Mais j'ai compris qu'il fallait que je fonce dans le tas pour être écoutée.

[Elena Danescu] Dans la prise des décisions, la présidence de la Commission exerce-t-elle une influence forte?

[Viviane Reding] Absolument. Le président est le *primus inter pares*, et il peut influencer des commissaires, il peut essayer de stopper des commissaires, il peut choisir de ne pas soutenir un commissaire. Donc il peut exercer un très grand pouvoir. C'est vous dire, s'il avait voulu que je stoppe après la procédure contre la France, il aurait pu l'obtenir, même si ça aurait été une entrave au droit européen, mais on aurait pu laisser mourir la chose. Il a choisi de me soutenir et de ne pas laisser mourir la chose. La France a changé sa loi. Est-ce qu'elle a changé sa pratique? C'est une autre chose. Mais au moins, la loi a été changée et ceux qui étaient persuadés qu'ils avaient été malmenés pouvaient s'adresser devant la justice française, ce qui n'était pas le cas avant.

[Elena Danescu] Vous étiez commissaire au moment où la Commission a accueilli les commissaires issus des nouveaux États membres. Avez-vous des souvenirs de la première réunion du collège de la Commission à 25?

[Viviane Reding] J'ai surtout des souvenirs de la venue des premiers commissaires, par exemple, parce qu'au début, certains de ces commissaires étaient des «commissaires stagiaires», comme on disait. Pas des commissaires à plein. Et donc moi j'avais comme «stagiaire», Dalia Grybauskaitė, qui est aujourd'hui présidente de la Lituanie. Elle n'était pas du tout contente d'être stagiaire je l'ai reçue avec un grand bouquet de fleurs et avec une réception avec nos équipes avec du Crémant luxembourgeois et des gâteaux luxembourgeois. Elle a compris la leçon. Après ça, elle m'invitait avec mes équipes avec des boissons lituaniennes et avec des gâteaux lituaniens qu'ils avaient fait, pour faire une cohérence entre les équipes.

Donc ce n'était pas facile au début, parce que, nous, centre-européens, étant en Europe depuis toujours, nous avons des repères, nous savions comment ça fonctionnait, nous savions comment on négociait avec ceux qui avaient des idées différentes. Tous ces pays qui venaient de dictatures, ils n'avaient jamais expérimenté la démocratie, ils ne savaient pas comment on pouvait à égalité de respect négocier avec les autres. Donc ils ont dû apprendre, ils l'ont fait très vite je crois, ils l'ont fait sur le tas. C'était une véritable solidarité entre anciens et nouveaux qui s'établissaient, et vu que les commissaires étaient des gens très intelligents, ils ont vite trouvé leur position, mais bien sûr dans les discussions, il était clair qu'ils n'avaient pas de repères par rapport au passé. Parce que un Luxembourgeois sait toujours pourquoi nous avons une monnaie unique: parce qu'il y a une histoire à Luxembourg, qui date de dizaines et de dizaines d'années, pour construire cette monnaie unique. Comment voulez-vous que quelqu'un qui sortait d'une dictature soviétique, qu'il comprenne la création dans la collaboration de démocraties entre elles à parts égales de politiques communes. Ils n'avaient pas ces repères, ils ont dû se créer leurs propres repères et apprendre comment se fait la spécificité de la politique européenne.

[Elena Danescu] Avec votre regard, quelles sont les conséquences positives et/ou négatives de cet élargissement sur le fonctionnement de la Commission et sur la collégialité en particulier?

[Viviane Reding] La collégialité a bien fonctionné. Ce qui a moins bien fonctionné, c'est à mon avis au Conseil, la collaboration au Conseil, surtout parce que... La démocratie, c'est quelque chose qui ne s'apprend pas en deux-trois ans. Les structures, les institutions, par exemple une justice indépendante, si on ne l'a pas, il est difficile de la créer rapidement. Il faut parfois une ou deux générations, il faut faire ça dans l'évolution. La manière de négocier, la manière de respecter les politiques qui ont une autre opinion que la vôtre dans des pays qui n'ont été habitués qu'à la dictature, c'est un peu difficile. C'est celui qui gère et l'autre qui n'a rien à dire, le respect dans une démocratie de l'opposition par exemple, c'est quelque chose qui s'apprend lentement, qui ne peut pas être imposé. Donc on a vu cet apprentissage se faire dans

la douleur parfois, et il y a des pays qui ne sont pas encore arrivés à un équilibre démocratique chez eux. Donc au niveau de la Commission, ça marche bien parce que ce sont des individus qui ont l'intelligence de s'adapter. Au niveau des États membres, c'est laborieux, c'est lent, c'est difficile et la prochaine génération y arrivera.

[Elena Danescu] Vous avez porté plusieurs propositions législatives importantes pendant vos mandats à la Commission, dont la proposition de directive sur les quotas dans les conseils d'administration des sociétés non cotées. Il est souvent regretté que la Commission n'exerce plus vraiment son pouvoir d'initiative et qu'elle porte, formalise surtout des projets réclamés par le Conseil européen. Que pensez-vous de ce jugement? Quelle est la part des projets véritablement nouveaux qui naissent dans les services de la Commission?

[Viviane Reding] Je vais, si vous le voulez bien, parler des femmes dans les conseils d'administration plus tard. Je voudrais vous dire que l'opinion, que ce n'est pas la Commission qui propose mais le Conseil est complètement erronée. Je vous ai parlé maintenant sur trois mandats de commissaire européen, la plupart des propositions que j'ai faites, je les ai faites moi-même et j'ai essayé de persuader le Conseil après. Je vous ai raconté la bagarre que j'ai sur une politique nouvelle, la politique de justice, qui celle-là a été proposée par le Conseil avant le traité de Lisbonne et ensuite par la Commission après le traité de Lisbonne, j'ai dû l'imposer parce que là aussi les gouvernements voulaient encore continuer dans l'ancien système. Tout ça dépend de la capacité d'un commissaire à s'imposer.

Moi j'ai fait la politique que j'ai annoncée devant le Parlement, que j'ai annoncée devant le Conseil mais qui était ma politique. Pendant les 15 ans, c'était toujours ma politique. Vous pensez bien que personne ne m'a dit dans mon premier mandat de renforcer le film européen. Vous pensez bien que personne ne m'avait dit d'aller à la bagarre avec le FIFA et l'UEFA sur le transfert des joueurs. Ce sont des initiatives que j'ai prises moi-même. Vous pensez bien que l'idée de faire la première année européenne des langues, personne ne m'avait dit de le faire. C'était une initiative que j'ai prise justement dans ma compréhension de l'importance du multilinguisme en Europe. Vous pensez bien que la création du 112, le numéro d'urgence commun en Europe, j'ai dû le faire contre les gouvernements parce que eux ne voulaient pas appliquer le 112 uniformément. Donc j'ai pris énormément d'initiatives. La dernière dont je me rappelle: quand on a vu toutes ces déviations: démanteler une cour supérieure, ne pas respecter l'indépendance de la justice etc., etc., et bien j'ai créé le *Justice Scoreboard*, et j'ai créé aussi le mécanisme pour intervenir dans un État qui ne respecterait pas les valeurs profondes de l'Union européenne. Imaginez bien que je l'ai fait contre les gouvernements. Ils ne voulaient pas de ça.

Donc c'est la personnalité d'un commissaire. Un commissaire a, par la loi, la possibilité de faire des propositions. S'il veut jouer au caniche des gouvernements, il peut aussi jouer au caniche des gouvernements. La femme politique qui vous parle a toujours refusé de faire ça, elle a toujours fait ses propres propositions. J'ai pas refusé des bonnes idées qui venaient du Conseil,

j'ai pas refusé de bonnes idées qui venaient du Parlement, je les ai reprises, mais aussi du Parlement, pas seulement du Conseil. Mais la plupart des idées que j'ai mises sur la table, c'était des idées Viviane Reding. Et les alliés, je les avais d'abord au Parlement européen. Parce qu'un commissaire qui sait vraiment bien travailler, il trouve facilement le Parlement européen comme allié, vu que le Parlement européen a comme finalité de servir les citoyens, de faire une politique pour les citoyens. Et bien il se retrouve avec un commissaire qui propose une politique pour le citoyen. Donc normalement dans tout ce que je faisais, je cherchais mes alliés d'abord au Parlement européen et ensuite le Conseil suivait.

[Elena Danescu] Ça tient notamment à la vision et à la personnalité du commissaire.

[Viviane Reding] Ça dépend aussi, pardon de vous interrompre parce qu'il y a un autre élément qui est très important. Qui gère le commissaire? Est-ce que c'est l'administration de la Commission qui gère ou est-ce que c'est le commissaire qui est le chef?

[Elena Danescu] Je crois que c'est sa libre conscience.

[Viviane Reding] Il y a des commissaires qui laissent gérer l'administration de la Commission. L'administration de la Commission va d'abord travailler avec les gouvernements. Donc un commissaire qui gère son administration et qui ne laisse pas son administration le gérer va faire des propositions lui-même et ne pas se laisser gérer indirectement par le Conseil. Tout dépend de la personnalité et de la force de la vision d'un commissaire.

[Elena Danescu] Avez-vous personnellement eu de telles tensions dans votre activité?

[Viviane Reding] Toujours. Il faut toujours, parce que les administrations restent, les commissaires passent. Et il y a toujours, parce que les administrations sont très fortes et il y a d'excellents fonctionnaires dans l'administration de la Commission qui connaissent leurs dossiers mieux que les commissaires souvent. Ils sont là plus souvent, ne font que ça. Et donc il faut vraiment avoir de la poigne pour dire à une forte administration avec des brillantes têtes que c'est le commissaire qui prend les initiatives et l'administration est là pour aider à ce que les initiatives du commissaire passent. Il faut s'imposer. Ah oui. J'ai dû m'imposer trois fois.

[Elena Danescu] Et vous l'avez brillamment réussi. L'Europe vous doit beaucoup. Le traité de Lisbonne a généré l'application de la procédure législative ordinaire. Il apparaît que plus de deux tiers des textes adoptés le sont au terme de leur 1^{re} lecture. Cette capacité du Conseil, du Parlement et de la Commission à parvenir à un tel résultat réside en grande partie dans le développement des trilogues informels entre représentants de ces trois institutions. Pourriez-vous nous décrire le fonctionnement de ces trilogues et leur importance pour le bon

déroulement des négociations?

[**Viviane Reding**] C'est très simple. La Commission propose, les deux législateurs que sont le Conseil et le Parlement disposent. Donc, je mets sur la table une proposition. Le Conseil des ministres s'en saisit, le Parlement s'en saisit. Le Parlement va faire une première lecture et va dire son point de vue sur la proposition. Le Conseil aussi va faire sa première lecture. À ce moment-là, il y a trois textes sur la table. Il y a le texte de proposition de la Commission, il y a le texte du Conseil qui change le texte de la Commission, et il y a le texte du Parlement qui change le texte de la Commission. Et les deux, Parlement et Conseil doivent se mettre d'accord. Ils le font par le biais de la présidence, c'est là encore où la présidence tournante joue un grand rôle, du rapporteur du Parlement européen, et du commissaire qui a fait l'initiative. Ils se mettent pendant des heures, pendant des semaines, pendant des mois dans une salle fermée et ils négocient les détails. Qu'est-ce qu'il restera dans le texte. Et puis une fois qu'ils auront négocié les détails, se seront mis d'accord sur un texte commun, le Conseil des ministres doit être d'accord ou rejeter et le Parlement doit être d'accord ou rejeter. Si les deux institutions *lawmakers*, sont d'accord, le texte devient directive ou règlement européen. Voilà, ça fonctionne tout le temps. C'est quelque chose qui n'est pas spectaculaire mais c'est là où se fait la vraie législation.

[**Viviane Reding**] Vous avez vécu la crise de la zone euro de l'intérieur de la Commission, une institution qui a été l'un des acteurs principaux dans l'élaboration d'une stratégie de sortie de cette crise. Cette stratégie dite «de la rigueur» ou «de l'austérité» a essuyé de nombreuses critiques, en Europe et à l'étranger. Au sein même du collège des Commissaires, y avait-il également des doutes ou des clivages concernant la justesse de la stratégie appliquée?

[**Viviane Reding**] Tout d'abord, il n'y a pas eu une stratégie de l'austérité et de la rigueur, ça c'est une invention de certains gouvernements et des médias. Il y a une stratégie pour nous sortir de la crise. Et une crise qui nous est tombée dessus en 2008, ne l'oubliez pas, par un dysfonctionnement bancaire qui a mis à mal ensuite le système bancaire européen et certains gouvernements ont dû sauver leurs banques. Le meilleur exemple en est l'Irlande où il n'y avait pas de crise du budget irlandais ou de l'État irlandais, mais une crise bancaire parce que les banques avaient dysfonctionné tout simplement. Ils avaient trop d'engagements non productifs, trop de dettes, donc les banques étaient devant l'écroulement, ce qui aurait fait écrouler tout le système économique. Les États ont sauvé leur banque, ce qui a provoqué une crise du budget. Donc il fallait rééquilibrer tout cela. On l'a fait par une méthode commune. Il fallait qu'il y ait la banque centrale, vu qu'il fallait aider la banque et donner de l'argent aux banques qui n'était plus dans les coffres de l'État. Il fallait l'IEF [sic: IMF (*International Monetary Fund*)], c'est-à-dire le système mondial pour nous aider à en sortir, et la Commission. Les trois ont travaillé ensemble sur décision politique de faire travailler les trois ensemble. Les décisions ont été prises à l'unanimité par les ministres des Finances. Aucune décision n'a été prise par aucune troïka de ce monde, mais toute décision a été entérinée à l'unanimité par les ministres des Finances. C'est un peu souvent oublié.

Deuxièmement, on a vu la vulnérabilité de nos banques. Et il fallait d'urgence créer ce qui n'avait pas été prévu à Maastricht. Maastricht avait prévu la création d'une monnaie et pas la création d'un système économique et financier. Pierre Werner l'avait prévu dans ses textes de 1970. Si on avait écouté Werner à Maastricht, on n'aurait pas fait l'erreur – on ne pensait pas que c'était une erreur, c'était une décision politique de ne pas mettre le volet économique et financier, de créer seulement la monnaie sans ce volet économique et financier. Or, une monnaie ne peut pas fonctionner sans ministre des Finances commun, monnaie commune. Ça on l'a compris après. Donc on devait, dans la panique, créer une union bancaire. Ce qu'on a réussi à faire, mais on n'a pas réussi à la créer sur base des traités européens parce qu'il y a eu entre autres, un État qui ne voulait pas: les Britanniques. Donc on a dû créer cette union bancaire dans un système intergouvernemental. Ce que nous ne voulons pas, parce que nous voulons un système européen, donc pas intergouvernementale mais ce n'était pas possible autrement. Il fut fait des traités intergouvernementaux pour créer le système bancaire d'aujourd'hui, l'union bancaire. Dans ces traités, on a inscrit qu'à partir de 2018, ces décisions intergouvernementales devraient être communautarisées, donc entrées dans un système communautaire, d'où la discussion qu'on est en train de mener en ce moment pour peut-être faire, à courte échéance, de la zone euro une zone bancaire plus fortement liée que le reste de l'Union européenne avec une ouverture pour les pays non euro. Pour qu'un pays comme par exemple la Pologne, qui n'a pas l'euro, puisse faire partie de l'union bancaire, même sans être dans l'euro. Ça ce sont des discussions qui sont en cours de route, vous voyez l'importance de ce qui se passe en ce moment en Grande-Bretagne. Pour pouvoir avancer, j'espère que les Britanniques vont aussi vite que possible prendre une décision pour savoir si on fait avec ou sans eux, parce que ce n'est pas très agréable de vouloir faire des réformes et avoir un État membre, au moins, qui est partout et nulle part et ne permet pas des avancées claires et nettes.

[Elena Danescu] Si vous le permettez, quel est votre sentiment sur justement l'avenir de la Grande-Bretagne au sein de l'Union européenne?

[Viviane Reding] Ça c'est un avenir que la Grande-Bretagne doit choisir, mais elle doit trancher, prendre en otage l'Union européenne parce qu'on a des problèmes de politique politique interne, ce n'est pas possible. Je n'aime pas du tout ce que Cameron, qui en voulant dépasser par la droite les anti-Européens dans son propre parti et aussi les partis comme l'UKIP, est en train de dire parce que ce sont des déclarations qui ne sont pas fondées sur la réalité. La libre circulation des citoyens européens est une des valeurs de base, profondes, de l'Union européenne. Et la non-discrimination y compris. On ne peut pas être membre de l'Union européenne et ne pas respecter cela. D'autre part, il est bien avéré par beaucoup d'études que les citoyens qui vont dans un autre pays pour y travailler ne vont pas dans cet autre pays pour y récolter des subsides indus. Si je regarde la distribution des subsides sociaux en Grande-Bretagne, 85 % le sont pour des citoyens britanniques, 15 % pour des citoyens de pays tiers, avant tout des citoyens d'anciennes colonies. Et 5 % pour des citoyens européens. *Where is the problem?* En plus, on peut décider à l'intérieur du pays de l'agencement de ces avantages

sociaux pour que des abus soient stoppés. Ce qu'on ne peut pas faire, c'est discriminer. Et on n'a pas besoin de le faire, parce que le problème ne sont pas ceux qui viennent de Pologne par exemple en Grande-Bretagne pour y travailler parce que ceux-là contribuent plus à l'économie qu'ils n'en ressortent, ils paient plus d'impôts qu'ils n'en ressortent d'avantages sociaux. C'est bien prouvé par tous les analystes. Donc cette politique politicienne de bas étage, elle fait beaucoup, beaucoup de mal à l'Europe en entier, il faudrait que ça se termine.

[Elena Danescu] Quel est votre bilan personnel en tant que vice-présidente de la Commission européenne? De quoi êtes-vous la plus fière?

[Viviane Reding] C'est très difficile à dire parce que j'ai beaucoup innové dans la plupart des dossiers que je prenais en main. Je crois qu'en règle générale, j'ai fait avancer l'Europe. J'ai fait avancer l'Europe du cinéma, l'Europe des étudiants, j'ai fait avancer la recherche en créant les plates-formes de recherche où les entreprises, les universités, les start-ups pouvaient travailler ensemble à faire avancer la science. J'ai réformé le monde des télécoms, j'ai coupé les frais d'itinérance, le *roaming*, contre les gouvernements par ailleurs, pour citer une initiative où vraiment les gouvernements étaient pris de court. Personne ne voulait de ça, on l'a imposé. En tant que commissaire à la justice, j'ai montré que la justice est une politique européenne, j'ai complètement innové dans beaucoup de mesures qui ont assis la politique de la justice pour l'avenir. Par exemple pour les couples binationaux, lorsqu'ils divorcent, quelle cour est responsable? Quel droit s'applique pour des Européens qui habitent dans un autre État membre lorsqu'il y a succession? Donc une complète réforme du droit de la succession. La semaine dernière, le Parlement européen a voté mon nouveau droit sur les faillites pour donner une deuxième chance aux entreprises qui peuvent survivre.

Donc j'ai fait tellement de choses qui ont réformé de fond en comble la manière avec laquelle on fait du droit européen. J'espère, j'espère vraiment qu'avec ça j'ai posé la base pour que la prochaine génération puisse continuer la construction d'une Europe, qui sera une Europe beaucoup plus forte, une Europe qui est à l'écoute des citoyens, une Europe qui donne une réponse. Et puis j'ai créé quelque chose qui n'a jamais été fait, c'est d'aller à la rencontre des citoyens. Les fameux dialogues citoyens. On en a fait 51 lorsque j'étais commissaire, pour changer un peu la politique, parce qu'avant c'était, et c'est d'ailleurs aussi le cas dans les États membres, le politique vient là, il fait une longue discussion, il y a encore deux personnes qui peuvent poser une question et puis sous les applaudissements de la foule en délire, le politique part. Non. Des dialogues citoyens où le politique est là pour répondre aux questions des citoyens. Plus de discours, mais questions-réponses, questions-réponses. Ça a complètement chamboulé la manière avec laquelle à l'avenir on va faire de la politique. Je suis très contente de voir que la nouvelle Commission continue sur cette lancée.

6. Le Luxembourg et la construction européenne

[**Elena Danescu**] J'aimerais que vous nous donniez votre avis sur plusieurs questions liées au rôle du Luxembourg dans la construction européenne. Grâce à ses femmes et à ses hommes politiques, le Luxembourg s'est affirmé en tant qu'arbitre européen, notamment par sa politique de présence, par sa pondération et par sa «disponibilité discrète», comme disait Pierre Werner. Inaugurée par Joseph Bech mais continuée par Pierre Werner – et poursuivie ensuite par Gaston Thorn, Jacques Santer, Jean-Claude Juncker - une véritable « lignée luxembourgeoise de médiation» dans la politique européenne s'est mise en place, dont vous faites vous-même si brillamment partie.

Quelles seraient, à votre avis, les principales motivations pour lesquelles le Luxembourg - et ses hommes et ses femmes politiques - s'est affirmé en tant qu'arbitre européen et a dénoué bon nombre de crises, faisant avancer l'Europe?

[**Viviane Reding**] Mais vous voyez, pour le Luxembourg, c'est une question de survie. On l'a expérimenté plusieurs fois dans notre histoire. On est trop petit et on est entouré par des trop grands avec des cultures complètement différentes. Des ennemis historiques. Et nous toujours au milieu. Le premier à être écrasé c'était nous. Donc c'est un peu par nécessité et par sentiment de survie qu'on a été à la naissance de cette Europe. Et puis on a vu que, bon, les Allemands sont plus grands que nous et les Français aussi et presque tout le monde est plus grand que nous, donc... Difficile de s'imposer. Mais si on gère bien un dossier, si on rend un service à gauche et à droite, si on se fait l'interprète des uns vis-à-vis des autres parce qu'ils ont des cultures complètement différentes, à la fin du compte on est pris au sérieux. Et on peut avoir une influence qui va bien au-delà de l'étroitesse de notre territoire et c'est ça que les politiques européens luxembourgeois ont compris dès le départ. Et ce sont des générations entières qui ont vu leurs aînés fonctionner, qui ont compris le message, qui ont compris le fonctionnement et ont essayé de faire la même chose. Le Luxembourg est un petit pays qui est très grand dans la politique européenne parce qu'il rend service. Parce qu'il ne joue pas ses propres intérêts visiblement, tout le temps. Et parce qu'il n'essaye pas d'imposer son point de vue continuellement, comme le font certains grands.

Et donc aussi longtemps que le Luxembourg continue sur cette lignée-là... Oh il y aura des hauts et des bas, on l'a vu avec *Luxleaks*, avec d'autres problèmes... Mais si on tient cette ligne-là et si on met notre cœur, aussi, dans cette construction européenne parce que nous le voulons, nous le pouvons et nous en avons besoin, alors on va gagner. À la longue on va gagner. Et c'est aussi le fait que nous puissions toujours donner de nouveaux talents à l'Europe, des gens qui soient capables de mener cette Europe, de mener pour le bien de l'Europe. Parce que souvent on a l'impression que des politiques brillants dans des grands États font une politique purement nationale. Les politiques européens luxembourgeois ont toujours fait une politique européenne. Et c'est ça le secret. Ce n'est qu'en faisant une politique européenne qu'on peut réussir une politique nationale. Ça c'est le principe des Luxembourgeois et c'est un principe avec lequel on a bien vécu, c'est un principe avec lequel il sera de plus en plus difficile de vivre parce que l'Europe est devenue beaucoup plus grande que l'Europe des pères fondateurs mais c'est vrai encore aujourd'hui. Et donc le Luxembourg doit toujours suivre cette voie tracée par les pères fondateurs, il n'y avait pas de mères à l'époque, c'était des hommes qui étaient à la base de la création de l'Europe. Le Luxembourg a fortement tiré son épingle du jeu et il a

surtout su donner un coup de main important, primordial, significatif pour que l'Europe se fasse. Et je suis sûre qu'il se trouvera une nouvelle génération pour le faire à l'avenir aussi.

[**Elena Danescu**] La politique européenne du Luxembourg est réputée par sa continuité et aussi par son caractère consensuel. Est-ce vraiment toujours le cas?

[**Viviane Reding**] À Luxembourg même, vous voulez dire?

[**Elena Danescu**] À Luxembourg même, oui.

[**Viviane Reding**] Je commence à avoir de forts doutes, quand je regarde la politique d'aujourd'hui. Il ne faut, ça je le dis après 35 ans de politique, il ne faut jamais juger sur une période très courte et un problème très précis. On ne peut juger une politique que sur la continuité. Donc il y a toujours des accidents, il y a toujours des choses qui ne vont pas. Est-ce qu'après un accident on arrive à l'équilibre de nouveau? Oui ou non? C'est ça la grande question. Le Luxembourg a eu de particulier de pouvoir cohabiter entre partis politiques sans qu'il y ait de la haine, sans qu'il y ait du rejet, dans un très fort respect du rôle, des difficultés des uns et des autres. Vivre et laisser vivre, c'était ça un peu la manière avec laquelle... Et respectons les institutions, respectons l'opposition, respectons ceux qui ont une autre opinion, faisons que ce pays vive dans l'équilibre, de cette diversité qui est sur son territoire. Personne ne peut s'imposer à l'autre indéfiniment, ce n'est pas possible. Toujours essayer de trouver un consensus autour de quel que soit le problème, il faut toujours trouver un consensus. C'est le secret du développement équilibré du Luxembourg, j'espère que ce sera aussi le secret du développement futur du Luxembourg.

[**Elena Danescu**] Madame Reding, notre interview, le témoignage que vous avez bien voulu nous livrer, touche à sa fin. Je voudrais vous laisser le mot de la fin en vous adressant une question: quelle est votre vision de l'Europe?

[**Viviane Reding**] Pour moi, c'est très, très clair: les États-Unis de l'Europe. Je sais que ce n'est plus très en vogue pour l'instant, mais ce n'est pas pour être en vogue que je le dis. C'est tout simplement pour vouloir du bien à nos populations que je le dis. Et si je parle des États-Unis de l'Europe, je ne parle pas d'une copie des États-Unis d'Amérique parce que nous ne sommes pas un *melting pot*. Nous n'allons pas avoir une seule langue, une seule culture, mais nous allons sauvegarder notre richesse profonde qu'est notre diversité culturelle. Et avec ça nous devons construire un système *sui generis*. Moi je suis d'avis aussi qu'un petit pays et une petite langue comme le Luxembourg et le luxembourgeois ne peuvent survivre que dans une fédération, où chaque entité est respectée mais où nous faisons une politique commune.

D'ailleurs quand je regarde comment le monde se développe, la globalisation est un fait, le poids de l'Europe est en diminution, dix ans par dix ans par dix ans. Nos petits-enfants auront à faire face au poids chinois, au poids indien. S'ils n'ont pas un poids européen, ils ne feront pas le poids. Je voudrais que demain, les jeunes Européens puissent décider eux-mêmes quelle sera leur valeur, quelle sera leur manière de vivre ensemble, de manger ensemble, de chanter

ensemble. Et ça ne pourra se faire que si le continent est Un dans sa diversité. Et c'est pour ça qu'il faut créer, qu'il faut avancer vers les États-Unis de l'Europe, parce qu'en fait nous les avons déjà dans un certain sens. Il faut renforcer ce modèle, le rendre très fort, il faut y ajouter des politiques qui n'existent pas encore, comme une défense commune. Ça va venir. On doit la créer parce que nous en avons besoin pour pouvoir exister en tant que continent très fort, donc il y a beaucoup d'innovations qui peuvent être ajoutées à l'œuvre du passé par nos plus jeunes générations. Le plus important c'est que chaque génération construise sa part de la maison et je pense que notre génération a vraiment construit une part importante de cette maison commune, aux prochaines générations de terminer la construction!

[**Elena Danescu**] Encore une fois un grand merci pour votre témoignage historique. Merci.

[**Viviane Reding**] Merci à vous.